

LISTE DES ABREVIATIONS

BDRT	: Branch Disaster Response Team
BNGRC	: Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes
CISCO	: Circonscription scolaire
CLS	: Comité Local de Secours
CRM	: Croix-Rouge Malagasy
DREN	: Direction Régionale de l'Education Nationale
ECHO	: European Commission for Humanitarian aids Office
ELS	: Equipe Locale de Secours
DESS	: Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées
DLGP	: Développement Local et Gestion de Projet
FEFFI	: Farimbon'Ezaka amin'ny Fampanandrosoana ny Fanabeazana eny Ifotony
GRC	: Gestion des Risques et des Catastrophes
INSTAT	: Institut National de la Statistique
MEN	: Ministère de l'Education Nationale
MICR	: Mouvement International de la Croix-Rouge
NDRT	: National Disaster Response Team
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
PCF	: Plan de Contingence Familiale
RRC	: Réduction des Risques de Catastrophe
SG	: Secrétaire Général
UNICEF	: United Nations (International) Children's (Emergency) Fund
ZAP	: Zone Administrative et Pédagogique

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Les domaines d'intervention clé de la CRM.....	9
Tableau 2 : Zones d'intervention du Projet Miatrika.....	11
Tableau 3 : Les 5 résultats attendus du Projet	13
Tableau 4 : Répartition de la population par classe d'âge	16
Tableau 5 : GPS de l'école EPP III G Hangar.....	18
Tableau 6 : Effectif des élèves de l'EPP III G Hangar.....	19
Tableau 7 : Effectif des élèves de 8^{ème} et leurs moyennes d'âge	20

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Régions d'intervention du Projet	12
Figure 2 : Logo de l'ECHO.....	14

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Proportion de la population de III G Hangar par classe d'âge.....	16
Graphique 2 : La proportion de la population par classe d'âge et par sexe	17

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : Liste des volontaires communautaires qui ont participé à l'EVC	III
ANNEXE 2 : Cadre logique du projet Miatrika.....	IV
ANNEXE 3 : Liste des membres du CLS de III G Hangar	VII
ANNEXE 4 : Modèle d'un Plan de Contingence Familial (PCF)	VIII
ANNEXE 5 : Approche méthodologique RRC dans les écoles.....	X

SOMMAIRE

INTRODUCTION	1
PARTIE I : Cadre de l'étude.....	3
Chapitre 1 : Le monde de la Croix-Rouge	3
Chapitre 2 : Projet Miatika et ses bénéficiaires.....	11
PARTIE II : Implication des acteurs locaux lors de la mise en œuvre du projet	21
Chapitre 1 : Etude d'Evaluation des Vulnérabilités et Capacités	21
Chapitre 2 : Intervention en milieu scolaire et au sein de la communauté.....	26
Chapitre 3 : Suggestions et recommandations	35
CONCLUSION	43

INTRODUCTION

Madagascar est une grande île placée dans le bassin de l'Océan Indien. Chaque année, deux ou trois cyclones lui frappent, soit venant de l'Océan Indien, soit venant du Canal de Mozambique. Les dégâts sont parfois significatifs aussi bien par les dommages causés par l'inondation que par les rafales du vent. Face à cette situation, des interventions sont nécessaires non seulement lors des interventions d'urgence mais aussi et surtout avant le danger. Ses interventions nécessitent beaucoup de moyens notamment de moyens financiers.

Depuis 2006, la Croix-Rouge Malagasy (CRM) occupe une place importante dans le monde des interventions en catastrophes à Madagascar. En 2016, elle avait mis en œuvre cinq (5) projets GRC/RRC à Madagascar. Ces projets sont financés par leurs Croix-Rouge sœurs qui sont notamment la Croix-Rouge Allemande, la Croix-Rouge Danoise, la Croix-Rouge Norvégienne et par l'Union Européenne (ECHO).

Pour ce travail de mémoire, nous nous concentrerons sur l'un de ces projets qui intervient dans le milieu scolaire. C'est le Projet Miatrika. Il a commencé en avril 2016 et pris sa fin en septembre 2017. Nous avons choisi comme domaine géographique d'étude l'un des deux Fokontany d'intervention du Projet à Analamanga qui est le Fokontany Antohomadinika III G Hangar. C'est un Fokontany qui est très vulnérable face au passage d'un cyclone ou inondation trouvé dans le District Tana 1. Dans ce travail, nous nous intéressons sur la participation des acteurs locaux dans ce projet. La problématique qui se pose à nous s'intitule donc comme suit : « Quel est le niveau d'implication des acteurs locaux lors de la mise en œuvre du projet Miatrika? »

Afin de mieux répondre à cette question, d'abord, nous avons consulté des documents liés au développement territorial et gestion de projet, le document du Projet Miatrika, des documents liés à la GRC/RRC, des documents sur les interventions en milieu scolaire, le site officiel de la Croix-Rouge Malagasy, BNGRC et de la FICR, le rapport final de l'Etude de l'Evaluation des Vulnérabilités et Capacités (EVC) de Fokontany III G Hangar. Ensuite, un stage a été fait au sein de la Croix-Rouge Malagasy dans le but de participer à la réalisation de l'étude EVC du Fokontany III G Hangar et la réalisation des activités en milieu scolaire du projet à Analamanga. Après, nous allons subdiviser notre étude en deux parties cohérentes.

Dans la première partie, nous évoquerons « le cadre de l'étude » dans laquelle nous verrons le monde de la Croix-Rouge et le projet Miatrika avec ses bénéficiaires. Dans la dernière partie, nous essayerons d'analyser « l'Implication des acteurs locaux lors de la mise en œuvre du projet Miatrika dans le Fokontany III G Hangar » notamment lors de la réalisation de l'Etude Evaluation des Vulnérabilités et Capacités, de l'intervention en milieu scolaire et au sein de la communauté. Et pour mieux terminer cette dernière partie, nous proposerons des suggestions et recommandations pour qu'il y ait une forte participation des acteurs locaux lors de la réalisation d'un projet similaire quelconque.

PARTIE I : Cadre de l'étude

Le projet Miatrika a été initié par la Croix-Rouge Malagasy. Cette première partie consacrera à la découverte du monde de la Croix-Rouge et les bénéficiaires du projet concernés par notre étude qui nous permet de mieux connaître le projet en question et ainsi les acteurs concernés.

Chapitre 1 : Le monde de la Croix-Rouge

Dans ce premier chapitre, nous évoquerons la mission de la Croix-Rouge, ses composantes avec leurs rôles respectifs en mettant une attention particulière à la Croix-Rouge Malagasy et son domaine GRC qui est le centre de notre étude.

Section 1 : Mission et principes

1.1 Mission

Proclamé par la Conférence Internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, la mission du Mouvement est « de prévenir et d'alléger en toutes circonstances les souffrances des hommes ; de protéger la vie et la santé et de faire respecter la personne humaine, en particulier en temps de conflit armé et dans d'autres situations d'urgence ; d'œuvrer à la prévention des maladies et au développement de la santé et du bien-être social ; d'encourager l'aide volontaire et la disponibilité des membres du Mouvement, ainsi qu'un sentiment universel de solidarité envers tous ceux qui ont besoin de sa protection et de son assistance. »¹

1.2 Principes

Dans la poursuite de sa mission, il est guidé par ses sept (7) principes fondamentaux qui sont : l'humanité, l'impartialité, la neutralité, l'indépendance, le volontariat, l'unité et l'universalité.

1.2.1 Humanité

« Né du souci de porter secours sans discrimination aux blessés des champs de bataille, le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, sous son aspect

¹ *Manuel du Mouvement International de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge*, 14^{ème} éd., 2011, page.539

international et national, s'efforce de prévenir et d'alléger en toutes circonstances les souffrances des hommes. Il tend à protéger la vie et la santé ainsi qu'à faire respecter la personne humaine. Il favorise la compréhension mutuelle, l'amitié, la coopération et une paix durable entre tous les peuples. »²

1.2.2 Impartialité

« Il ne fait aucune distinction de nationalité, de race, de religion, de condition sociale et d'appartenance politique. Il s'applique seulement à secourir les individus à la mesure de leur souffrance et à subvenir par priorité aux détresses les plus urgentes. »³

1.2.3 Neutralité

« Afin de garder la confiance de tous, le Mouvement s'abstient de prendre part aux hostilités et, en tout temps, aux controverses d'ordre politique, racial, religieux et idéologique. »⁴

1.2.4 Indépendance

« Le Mouvement est indépendant. Auxiliaires de pouvoirs publics dans leurs activités humanitaires et soumises aux lois qui régissent leur pays respectif, les Sociétés nationales doivent pourtant conserver une autonomie qui leur permette d'agir toujours selon les principes du Mouvement. »⁵

1.2.5 Volontariat

« Il est un mouvement de secours volontaire et désintéressé. »⁶

1.2.6 Unité

« Il ne peut y avoir qu'une seule Société de la Croix-Rouge ou du Croissant-Rouge dans un même pays. Elle doit être ouverte à tous et étendre son action humanitaire au territoire entier. »⁷

² *Manuel du Mouvement International de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge*, 14^{ème} éd., 2011, page.539

³ Ibid.

⁴ Ibid.

⁵ Ibid.

⁶ Ibid. page.540

⁷ Ibid.

1.2.7 Universalité

« Le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, au sein duquel toutes les Sociétés ont des droits égaux et le devoir de s'entraider, est universel. »⁸

Section 2 : Le Mouvement International de la Croix-Rouge (MICR)

Le Mouvement International de la Croix-Rouge est formé par trois (3) composantes que nous allons voir ci-dessous avec leurs définitions et leurs rôles respectifs en commençant par les Sociétés Nationales, ensuite le Comité International et enfin la Fédération.

2.1 Les Sociétés Nationales de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge

2.1.1 Définition

Ce sont les Sociétés Nationales de Croix-Rouge ou les Sociétés Nationales de Croissant-Rouge dans des États indépendants où la Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les forces armées en campagne est en vigueur.

Au sein du Mouvement, nous l'appelons tout simplement la Société Nationale ou SN.

2.1.2 Rôle

Les Sociétés Nationales sont considérées comme la principale force du Mouvement. Dans ce cas, elles ont pour rôle d'accomplir les tâches humanitaires, conformément à leurs propres statuts et leurs législations nationales. De plus, elles ont aussi comme rôle de concourir avec les pouvoirs publics à la prévention des maladies, au développement de la santé et à la lutte contre la souffrance humaine par leurs propres programmes en faveur de la communauté dans des domaines comme l'éducation, la santé et le bien-être social. Aussi, c'est à eux d'organiser les secours d'urgence et autres aides aux victimes des conflits armés, aux victimes de catastrophes naturelles et autres cas d'urgence nécessitant une assistance.

2.2 Le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) ou le Comité International

2.2.1 Définition

⁸ *Manuel du Mouvement International de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge*, 14^{ème} éd., 2011, page.540

Le Comité international est fondé à Genève en 1863. C'est une institution humanitaire indépendante ayant son statut propre.

2.2.2 Rôle

En général, le Comité International a pour rôle de maintenir et diffuser les Principes fondamentaux du Mouvement (déjà cités ci-dessous), de reconnaître toute Société nationale nouvellement créée ou reconstituée et de notifier cette reconnaissance aux autres Sociétés nationales, d'assumer les tâches qui lui sont reconnues par les Conventions de Genève, de travailler à l'application fidèle du droit international humanitaire, d'assurer protection et assistance aux victimes militaires et civiles, de contribuer, en prévision de conflits armés, à la formation et à la préparation du personnel et du matériel sanitaires, en collaboration avec les Sociétés nationales, les Services de santé militaires et civils et d'autres autorités compétentes et de travailler à la compréhension et à la diffusion du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés et d'en préparer les développements éventuels.

2.3 La Fédération Internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge (FICR) ou la Fédération

2.3.1 Définition

C'est une association de toutes Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Elle est une organisation humanitaire indépendante n'ayant aucun caractère gouvernemental, politique, racial ou confessionnel.

2.3.2 Rôle

Au contraire du Comité international qui agit en temps de guerre et de conflit, la Fédération agit en tout temps et en cas de désastre. En effet son rôle c'est d'agir en qualité d'organe permanent de liaison, de coordination et d'étude entre les Sociétés nationales et leur apporter l'assistance qu'elles pourraient lui demander, de porter secours par tous les moyens disponibles à toutes les victimes de désastres, d'aider les Sociétés nationales dans la préparation des secours préalable aux catastrophes, dans l'organisation et au cours des actions de secours, d'encourager et coordonner la participation des Sociétés nationales aux activités visant à la sauvegarde de la santé de la population et à la promotion du bien-être social et de représenter officiellement les Sociétés membres sur le plan international.

Section 3 : La CRM et son domaine GRC

3.1 Historique : quelques dates références

Allons-nous voir les différentes dates ci-après pour mieux savoir l'historique de la Croix-Rouge Malagasy :

- 28 août 1915 : Formation de l'association "Croix-Rouge de Madagascar" par l'Arrêté du Gouverneur Général Hubert Garbit conformément à la loi du 10 avril 1834 sur les associations. C'était le Docteur Fontoynnon qui eut l'idée de la création et appela l'association nouvellement formée "Goutte de Lait".
- 1948 : Reconnaissance de la "Goutte de Lait" dans la Croix-Rouge Française⁹ et constitution des comités provinciaux dans les provinces et des comités locaux dans les districts.
- 19 mai 1959 : Création du Comité Central Supérieur de la Croix-Rouge de Madagascar présidé par RAKOTOBE René.
- 7 août 1963 : Création de l'Association "Croix-Rouge Malgache" par le Décret signé par le Vice-Président du Gouvernement TSIEBO Calvin qui reconnaît l'Association comme Société de secours volontaire, auxiliaire des pouvoirs publics, conformément à l'ordonnance 60-133.
- 26 août 1963 : Reconnaissance officielle par le Comité International et adhésion de la Croix-Rouge Malgache à la Fédération Internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR)¹⁰.
- 1982 : Assemblée Générale d'organisation de la Croix-Rouge Malagasy avec création d'un Comité National et élaboration de nouveaux Statuts et Règlement Intérieur.
- 1984 : Grande Assemblée Générale d'adoption du Statut et Règlement Intérieur.

3.2 Structure de la CRM

La Croix-Rouge Malagasy a une structure divisée en deux qui est la Gouvernance d'une part et le Management d'autre part.

3.2.1 Gouvernance

La Gouvernance est dirigée par le Président National au niveau central, et par les présidents régionaux et les présidents des districts aux niveaux des branches, et définit la

⁹ Madagascar était encore colonisé par la France à cette époque (1896-1960)

¹⁰ La Ligue des Sociétés Nationales de la Croix-Rouge, du Croissant-Rouge, du Lion et du Soleil Rouge était à la place de la FICR à l'époque

politique de la Société Nationale et assure son suivi selon les sept (7) principes fondamentaux du mouvement.

3.2.2 Management

Il est dirigé par contre par un Secrétaire général (SG) qui est assisté par les staffs au siège¹¹ national, les staffs des différents projets de la CRM (GRC/RRC, santé, ...) y compris les délégués et les consultants, les coordonnateurs régionaux, les encadreurs, les moniteurs et les volontaires. Son rôle c'est d'assurer la mise en œuvre de la politique définie par la gouvernance.

3.3 La GRC de la CRM

Nous verrons dans le chapitre précédent ce qui est autour du projet Miatrika. Il est à noter que c'est un projet de Gestion des Risques et Catastrophes/Réduction de Risques de Catastrophes (GRC/RRC), c'est pour cela que nous découvrons ci-après le domaine GRC de la Croix-Rouge Malagasy.

3.3.1 Le département GRC et son équipe

Le département GRC est l'un des piliers de la Croix-Rouge Malagasy. Il est dirigé par son chef, le coordonnateur GRC/RRC qui est appelé aussi DM ou Disaster Manager. Il est assisté par un responsable de préparation et réponse aux urgences au niveau du siège et par les NDRT¹² dans certaines régions à risque (cyclone, inondation et incendie) et par les BDRT¹³ au niveau de district.

3.3.2 Objectif

L'objectif de ce département GRC c'est de sauver des vies, protéger les moyens d'existence, et renforcer le relèvement après les catastrophes et les crises. Les régions à risques les plus souvent touchées par les catastrophes sont notamment : Atsinanana, Analanjirifo, Sofia, Vatovavy Fitovinany, Alaotra Mangoro, Analamanga, Menabe, Atsimo Atsinanana, Atsimo Andrefana, Boeny, Sava, Diana et Melaky qui ont bénéficiées parfois des projets GRC/RRC et des interventions d'urgence.

¹¹ Le siège de la CRM se trouve à l'adresse suivant : 1, rue Patrice Lumumba Tsaralalàna Antananarivo

¹² NDRT : National Disaster Response Team est une équipe d'intervention nationale de la CRM en GRC qui réside dans les régions.

¹³ BDRT : Branch Disaster Response Team est une équipe d'intervention régionale de la CRM en GRC qui réside dans les districts et encadrée par les NDRT.

3.3.3 Les domaines d'intervention clés en situation d'urgence¹⁴

Les domaines d'intervention en situation d'urgences sont plusieurs et concernent en général l'évaluation des dégâts, l'abri, la nutrition, le WASH¹⁵ ou Eau Assainissement Hygiène, logistique, télécommunication, sécurité alimentaire et moyen de subsistance, éducation et santé.

Pour la Croix-Rouge Malagasy, les domaines clés sont l'Evaluation des dégâts, Abri (shelter), Eau, Assainissement, Hygiène (WASH) et Santé.

Tableau 1 : Les domaines d'intervention clé de la CRM

Domaines	Activités
Evaluation des dégâts	Evaluation initiale par visu et sur terrain Evaluation approfondie par secteur (shelter, santé et WASH)
Shelter ou abri	Construction des abris temporaires pour les sites d'hébergement Construction des écoles et hôpitaux provisoires Distribution de kits abris ¹⁶ et kits cuisines ¹⁷ Construction des bacs à ordures
WASH ou Eau Assainissement Hygiène	Traitement d'eau Distribution d'eau potable Traitement de l'eau à domicile (sensibilisation et distribution des purificateurs d'eau) Désinfection des puits communautaires Distribution de kits WASH ¹⁸
Santé	Consultation de masse Sensibilisation de masse sur les épidémies Poste médical fixe Poste médical avancé

Source : Auteur

¹⁴ Situation d'urgence est la période après passage d'une catastrophe où les acteurs dans le domaine humanitaire interviennent (passage d'un cyclone par exemple)

¹⁵ WASH est l'abréviation du sigle anglais Water Sanitation Hygien qui signifie Eau Assainissement Hygiène

¹⁶ Kit abri est composé des outils de construction (marteau, clous, scie, machette, ...) et deux (2) bâches

¹⁷ Kit cuisine est un kit qui sert à remplacer les ustensiles de cuisines (marmite, assiette, cuillère, couteau, cuvette, ...) défectueux ou perdus lors de la catastrophe

¹⁸ Kit WASH est constitué en général des seaux et/ou jerrycans, des purificateurs d'eau, gobelet, savon.

Ce premier chapitre nous a permis de savoir que la Croix-Rouge a pour mission de sauver des vies et d'alléger les souffrances des vulnérables. La Croix-Rouge Malagasy est reconnu par l'Etat comme Société de secours volontaire et auxiliaire de pouvoir public et elle agit fortement dans la Gestion des risques de catastrophes et réduction de risques de catastrophes à Madagascar. Nous verrons par la suite donc le tout sur le projet Miatrika et ainsi que ses bénéficiaires dans le Fokontany Antohomadinika III G Hangar.

Chapitre 2 : Projet Miatrika et ses bénéficiaires

Dans ce deuxième chapitre de notre première partie, nous parlerons du projet Miatrika afin de bien mener notre analyse dans la deuxième partie sur les interventions de la Croix-Rouge par le biais de ce projet et surtout les bénéficiaires du projet dans notre zone d'étude.

Section 1 : Le Projet Miatrika

1.1 Information générale

Le projet MIATRIKA est un projet de Gestion des Risques et Catastrophes/réduction des risques de catastrophes et de Résilience communautaire mis en œuvre par la Croix-Rouge Malagasy avec les partenaires techniques qui sont la Croix-Rouge Norvégienne, Danoise et Allemande, financé par l'Union Européenne (ECHO). Le projet dure 18 mois (01 avril 2016 au 30 septembre 2017). 57 673 individus et 45 organisations sont les bénéficiaires de ce projet.¹⁹.

1.2 Zones d'intervention du projet

Les régions d'interventions du projet sont Alaotra Mangoro, Analamanga qui sont des zones de passage de cyclone, Analanjirofo et Atsinanana qui sont des zones d'entrée, Menabe et Vatovavy Fitovinany qui sont à la fois des zones de sortie et d'entrée d'un cyclone.

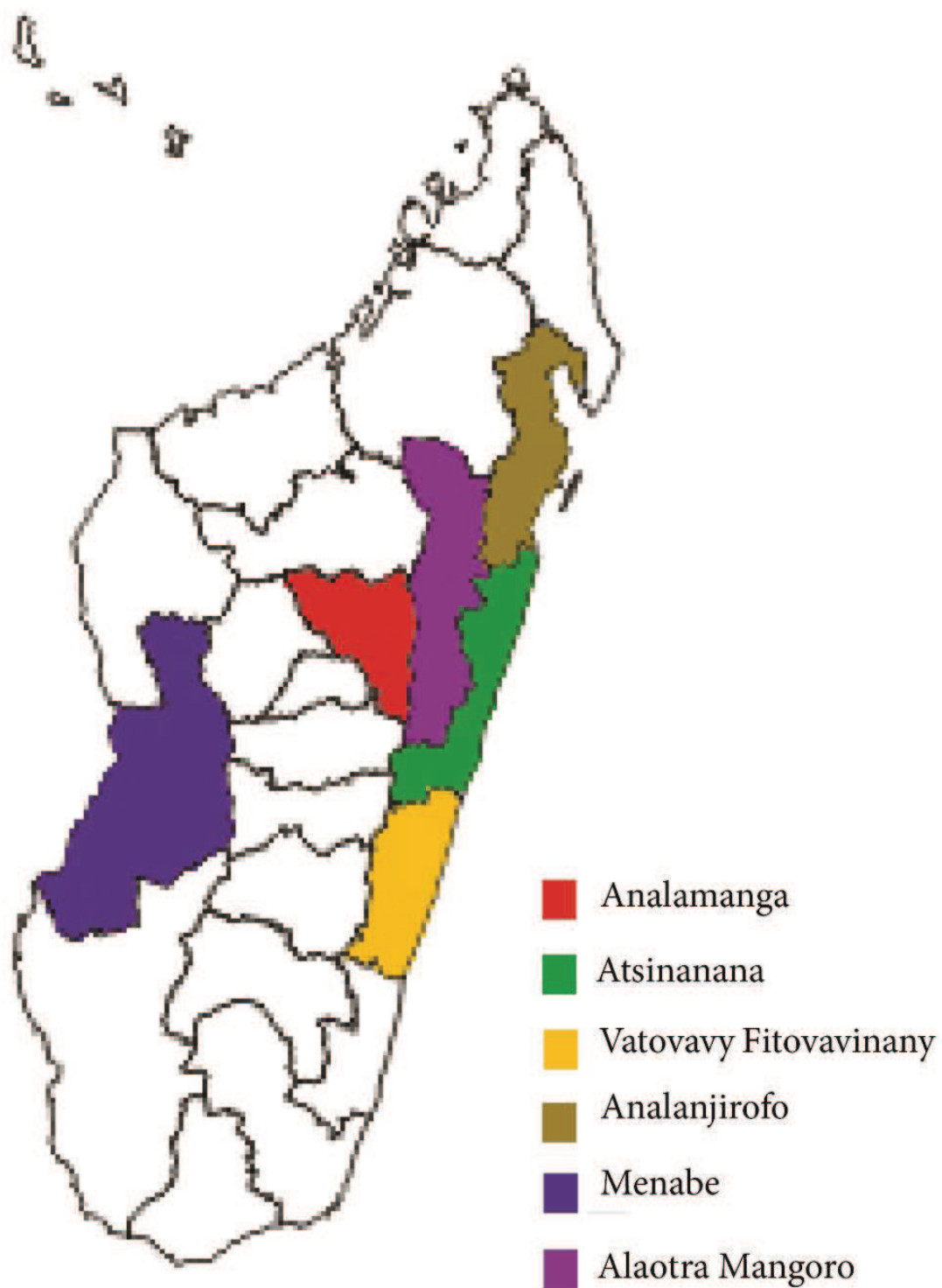
Tableau 2 : Zones d'intervention du Projet Miatrika

Régions	Districts
Alaotra Mangoro	Ambatondrazaka et Amparafaravola
Analamanga	District Tana 1
Analanjirofo	Fenerive Est
Atsinanana	Tamatave 1 et Tamatave 2
Menabe	Morondava, Belo-Tsiribihina, Mahabo et Miandrivazo
Vatovavy Fitovinany	Manakara et Vohipeno

Source : Document de projet

¹⁹ Voir cadre logique du projet en annexe 2.

Figure 1 : Régions d'intervention du Projet



Source : Document de projet

1.3 Les objectifs du projet

Le projet a pour objectif global de « Contribuer à la réduction des impacts négatifs et à la résilience des communautés vulnérables face aux crises récurrentes et aux chocs »²⁰ avec un objectif spécifique se formule comme suit « En collaboration avec les agences gouvernementales, appuyer les capacités des communautés à anticiper, réduire l'impact, répondre, faire face et se remettre des effets des catastrophes, du changement climatique et de la variabilité du climat. »²¹

1.4 Les résultats attendus :

Ce projet est immense même si la durée d'exécution est seulement 18 mois. A part les interventions dans les Régions déjà citées, il a aussi une envergure nationale qui est marquée dans son résultat N°2. Il a cinq (5) résultats à atteindre selon le cadre logique.

Tableau 3 : Les 5 résultats attendus du Projet

Résultats	Intitulés
R1	La sensibilisation et l'éducation communautaire sur la réduction des risques de catastrophe sont renforcées grâce aux programmes scolaires de préparation et à la planification d'urgence familiale.
R2	Les cadres nationaux, institutionnels et juridiques pour la RRC sont mis en place et accessibles à tous les niveaux.
R3	Les communautés cibles ont renforcé leur capacité à résister et à se remettre des effets des aléas naturels, du changement climatique et de la variabilité du climat sur leur vie.
R4	CRM a amélioré ses capacités d'intervention d'urgence.
R5	En cas de catastrophe dans les régions Analamanga, Vatovavy Fitovinany, Alaotra Mangoro, Atsinanana ou Analanjirofo, une réponse vitale et multisectorielle d'urgence est mise en place dans les 48 heures.

Source : Cadre logique du Projet

²⁰ Voir cadre logique du projet en annexe 2.

²¹ Voir cadre logique du projet en annexe 2.

1.5 Montant du financement

Afin de réaliser les résultats attendus et d'atteindre les objectifs fixé, le cout total du projet s'élève à 1 265 301.99 Euro. Rappelons que c'est un financement de l'union Européenne Aide Humanitaire et protection civile (ECHO). Précisons encore que ce montant mentionné ci-dessus est pour la totalité du projet mais pas seulement pour Analamanga ou seulement pour les interventions en milieu scolaire.

Figure 2 : Logo de l'ECHO



Source : Document de projet

Dans son ensemble, ce projet touche plusieurs domaines et plusieurs régions mais pour notre étude, nous nous intéressons sur les interventions en milieu scolaire et sur la Région Analamanga notamment dans le fokontany d'Antohomadinika III G Hangar du premier Arrondissement de la Commune Urbaine d'Antananarivo.

Section 2 : Le Fokontany Antohomadinika III G Hangar

Dans cette section, nous nous focalisons à la localisation du Fokontany, son historique et sa population que nous verrons ci-dessous.

2.1 Localisation

Antohomadinika III G Hangar est un des Fokontany de District Tana 1. Il se trouve un peu dans le nord du District. Il est délimité au sud par le canal Andriantany et le Fokontany Antohomadinika IVO, à l'ouest par le Fokontany 67 Ha Nord-Est et le Fokontany Antohomadinika FAAMI, au nord par le Fokontany Antohomadinika Centre III F et à l'est par

le Fokontany Antohomadinika Lalamby sy ny manodidina (Cité Gare). Le canal C3 passe au milieu du Fokontany du sud (du canal Andriantany) vers le nord.

2.2 Caractéristique du fokontany

Le fokontany est fondée sur une zone inondable. Selon notre entrevue avec les personnels du Bureau fokontany et la population locale, III G Hangar est créé vers l'année 1992 suite au remblayage des rizières et de l'étang qui sont trouvés dans la zone. Par conséquent, pendant la saison de pluie qui s'étale du mois de novembre au mois d'avril, l'eau stagne un peu partout et inonde le quartier. Traverser le quartier à travers les passerelles est très dangereuses, surtout pour les enfants. De pire encore, lorsqu'il y a présence d'une Zone de Convergence Intertropicale²² (ZCIT) ou une rupture de digue ou un passage d'un cyclone, la zone restera inondée pendant plusieurs jours. On l'appelle parfois comme tous les autres quartiers de même caractéristique : « bas quartier ».

2.3 La population

2.3.1 Moyens de subsistance

Selon toujours notre entrevue avec la population locale, la majorité des mères de familles exercent la lessive pour vivre, d'autres sont des petites gargotières et certaines sont des petites épicières tandis que les pères exercent des activités de manutention²³ à l'intérieur du fokontany ou ailleurs. Mais il y a un travail qui est commun à tout le monde, jeune et adulte, homme et femme, c'est le travail de manutention d'eau de la borne fontaine vers les domiciles des clients. A l'œil nu, on a pu constater que la population est pauvre.

2.3.2 Statistique

Selon la monographie du fokontany, la population totale compte 11.700 personnes dont 4424 sont de sexe féminin et 7276 de sexe masculin (source : Monographie fokontany). Cet effectif forme en lui 3.950 familles avec 3.760 maisons construites en bois et en brique crue. Ce sont des maisons qui se mettent côte à côte donc très sensible à l'incendie.

²² ZCIT est un phénomène météorologique là une masse nuageuse provoque une pluie diluvienne pendant 7 jours en général ou voir moins ou plus avec une grosse quantité de pluie

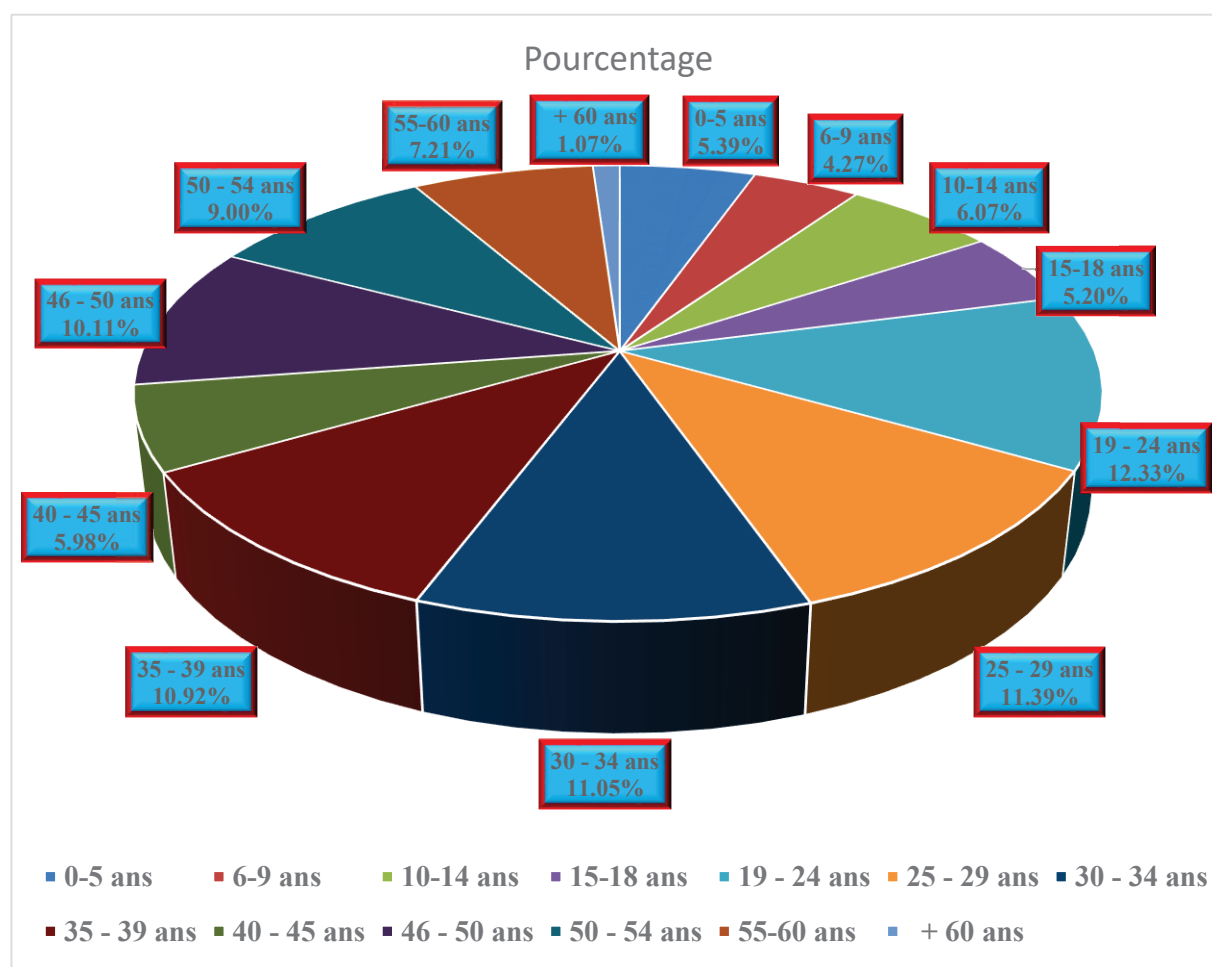
²³ Activité de manutention comme dos d'homme ou tireur de pousse-pousse ou encore tireur de charrette en transportant des marchandises.

Tableau 4 : Répartition de la population par classe d'âge

Classe d'âge	0-5	6-9	10-14	15-18	19-24	25-29	30-34	35-39	40-45	46-50	50-54	55-60	+ 60	Total
Sexe masculin	211	285	325	300	481	444	431	428	450	397	351	281	40	4424
Sexe féminin	420	215	385	308	962	889	862	850	250	786	702	562	85	7276
Total	631	500	710	608	1443	1333	1293	1278	700	1183	1053	843	125	11700
Pourcentage	5,39	4,27	6,07	5,20	12,33	11,39	11,05	10,92	5,98	10,11	9,00	7,21	1,07	100

Source : Monographie fokontany Antohomadinika III G Hangar

Graphique 1 : Proportion de la population de III G Hangar par classe d'âge

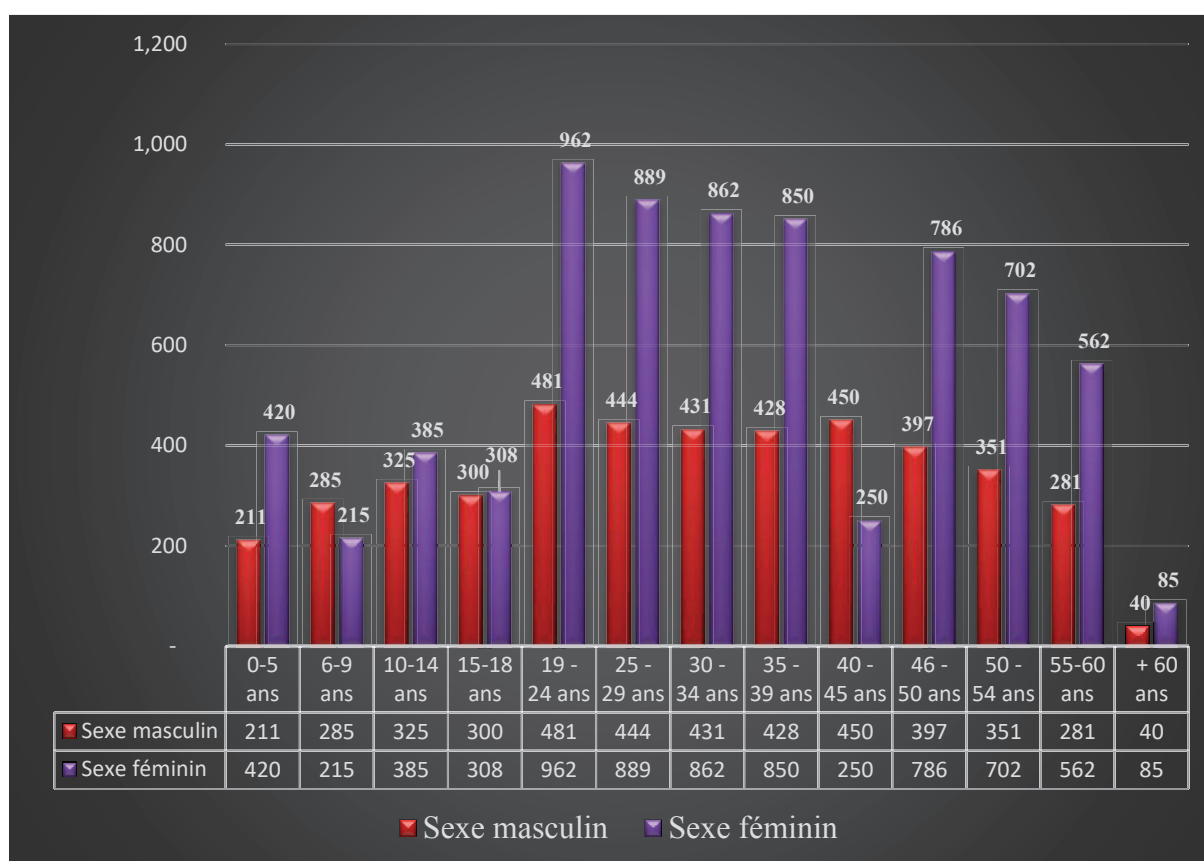


Source : Monographie fokontany Antohomadinika III G Hangar

Selon ce graphique, nous avons ici une population jeune. En effet, le groupe qui comprend entre 19 et 24 ans représente la classe modale. De plus, ceux qui sont entre 15 et 39 ans représentent presque la moitié de l'effectif total de la population (50,90%).

En mettant une attention sur les enfants²⁴, deux classes d'âges représentent ici l'intervalle d'âge des enfants qui vont à l'école primaire. Ce sont le groupe qui comprend entre 6-9 ans et le groupe qui comprend entre 10-14 ans. Leurs pourcentages sont respectivement 4,27% et 6,07% donc 10,34% en total.

Graphique 2 : La proportion de la population par classe d'âge et par sexe



Source : Monographie fokontany Antohomadinika III G Hangar

En analysant ce graphique, nous avons pu constater que le nombre de la population du sexe masculin est largement inférieur à celui du sexe féminin. Mais pour les enfants de 6 à 9

²⁴ Les enfants de l'EPP III G Hangar seront notre centre d'étude que nous découvrirons dans la section suivante

ans, le nombre des garçons dépasse le nombre des filles c'est-à-dire 285 contre 215. Par contre, pour les enfants de 10 à 14 ans, c'est l'inverse dont 325 garçons contre 385 filles. En total, pour les enfants de 6 à 14 ans, on compte 610 garçons contre 600 filles.

Ce commentaire nous amène vers la section suivante où nous découvrirons l'EPP III G Hangar.

Section 3 : L'EPP III G Hangar

Dans cette dernière section de notre première partie, nous nous intéressons sur la localisation, l'historique, statistique de l'EPP III G Hangar et aussi sur les élèves cibles de l'éducation RRC au sein de cette école.

3.1 Localisation

L'école se trouve dans le secteur 3 du fokontany III G Hangar, au nord du canal Andriantany, à l'est du canal C3 et c'est juste derrière la cour de l'établissement RABEMANANJARA. Avec plus de précision, les coordonnées GPS²⁵ sont 18°54'12.53" de latitude et 47°30'54.62" de longitude.

Tableau 5 : GPS de l'école EPP III G Hangar

Ecole	Latitude (S)	Longitude (E)
EPP III G Hangar	18°54'12.53"	47°30'54.62"

Source : Auteur

3.2 Historique de l'école

Comme mentionné dans la section précédente, le fokontany a été créé en 1992 mais il n'a pas eu d'école à cette époque. Les enfants du quartier sont allés vers les autres EPP voisines comme l'EPP 67 Nord, EPP Antanimena ou encore EPP Isotry. C'était le 7 octobre 2003 que l'EPP III G Hangar a été créée suite à la bonne foi de la population locale et le courage du président de fokontany à l'époque. Elle a été construite en bois. C'était le 9 août 2005 qu'elle a été reconstruite en brique et inaugurée le 10 mars 2006.

²⁵ GPS : Global Position System

Dix (10) ans après, c'est-à-dire vers la fin de l'année 2016, en collaboration avec l'ONG Secours Islamique de France (SIF) à Madagascar, un réfectoire a été créé au sein de l'école pour soutenir le service cantine scolaire appuyé par le Programme Alimentaire Mondial (PAM). De plus, l'ONG en question a réhabilité le mur de l'école avec un niveau de sécurité élevé c'est-à-dire avec un grand portail à l'entrée, un petit portail près du domicile du responsable sécurité de l'école et des fils barbelés au-dessus du mur.

3.3 Statistique

Les élèves de l'école comptent 832 au total. Pour le cas des classes en primaire, elles sont deux (2) c'est-à-dire classe A et B pour chaque niveau. Due à l'insuffisance du nombre de la salle de classe, l'école a opté comme système une éducation de demi-journée rotative pour chaque classe c'est-à-dire si toutes les classes A joignent le cours le matin, alors les classes B reviennent l'après-midi ou l'inverse. Cette disposition va s'inverser toutes les semaines.

Tableau 6 : Effectif des élèves de l'EPP III G Hangar

Classe	Préscolaire	11 ^{ème}	10 ^{ème}	9 ^{ème}	8 ^{ème}	7 ^{ème}	Total
Nombre des élèves	93	174	177	141	138	114	837

Source : Directeur de l'EPP III G Hangar

3.4 Les élèves cibles de l'éducation RRC au sein de l'EPP

Le nombre des élèves cibles du projet est en moyenne 100 par école. Le projet vise les élèves qui sont capable de transférer leurs acquis à leurs amis, leurs parents et autres membre de la famille. Le choix était au début entre les deux classes de 7^{ème} qui sont des classes d'examen et les deux classes de 8^{ème}. Le projet a choisi ces derniers suite aux recommandations du directeur et le chef ZAP²⁶ du district Tana 1 de laisser les classes de 7^{ème} à se concentrer à la préparation de leur examen officiel.

Les deux (2) classes de 8^{ème} vont bénéficier l'éducation RRC offerte par la Croix-Rouge Malagasy par le biais du projet Miatrika. Mais par contre, tous les élèves dans les classes

²⁶ Chef ZAP ou Chef de Zone Administrative et Pédagogique : c'est le premier responsable de l'éducation publique dans un arrondissement (District à Antananarivo)

primaires vont participer aux activités liées à la promotion à l'hygiène et à la mise en place du plan d'évacuation scolaire que nous verrons dans la partie suivante.

Tableau 7 : Effectif des élèves de 8^{ème} et leurs moyennes d'âge

Classe	Garçon		Fille		Total		Grand total	
	Nombre	Moyenne d'âge	Nombre	Moyenne d'âge	Nombre	Moyenne d'âge	Nombre	Moyenne d'âge
8 ^{ème} A	36	11	29	11	65	11	138	11
8 ^{ème} B	30	11	43	11	73	11		

Source : Directeur de l'EPP

Il est clair maintenant que la Croix-Rouge Malagasy avec sa mission d'aider les vulnérables a bien choisi son cible avec ce projet Miatrika. Il s'agit dans notre cas une communauté au sein du Fokontany III G Hangar qui est vulnérable face à l'inondation et cyclone dû à l'implantation du Fokontany dans une zone inondable. Dans notre étude, les élèves cibles du projet vont jouer le rôle de vecteur porteur des messages pour un changement de comportement. De ce fait, nous verrons dans la partie suivante l'implication des acteurs locaux y compris ces élèves à travers l'intervention du projet Miatrika au sein de la communauté et en milieu scolaire.

PARTIE II : Implication des acteurs locaux lors de la mise en œuvre du projet

Nous avons déjà vu dans la partie précédente que la Croix-Rouge Malagasy est une association de secours volontaire et auxiliaire des pouvoirs publics. Cette fois, nous allons voir une de ses interventions qui a eu lieu dans le fokontany et de l'EPP III G Hangar. Dans cette partie, nous entamons par un premier chapitre sur une analyse de l'implication des acteurs locaux lors de la réalisation de l'évaluation de vulnérabilité et de capacité (EVC) du fokontany et puis dans un deuxième chapitre une analyse lors de la réalisation des activités du projet en milieu scolaire et auprès des parents des élèves et nous terminons à la fin par une proposition des suggestions et recommandations.

Chapitre 1 : Etude d'Evaluation des Vulnérabilités et Capacités

Dans ce nouveau chapitre de cette nouvelle partie, nous essayerons de décrire tout d'abord cette étude, ensuite voir sa réalisation dans le Fokontany III G Hangar et puis de dégager les résultats de l'étude avec les problèmes rencontrés liés à l'implication des acteurs locaux.

Section 1 : Evaluation des Vulnérabilités et Capacités (EVC)

1.1 Définition

« L'évaluation de la vulnérabilité et des capacités (EVC) est une enquête participative conçue pour évaluer les principaux risques auxquels les populations sont exposées et les en protéger. Elle vise à déterminer la vulnérabilité des populations face à ces risques et leur capacité d'y faire face et de se relever après une catastrophe. »²⁷

En termes de développement local, nous parlons souvent de diagnostic mais ici on parle d'un diagnostic un peu approfondi et spécialisé. L'étude est en effet liée à un ou plusieurs dangers. Elle essaie par la suite de dégager tous les vulnérabilités afin de les réduire et puis de découvrir toutes les capacités de la communauté. Pour plus d'explication, allons voir ci-dessous le rôle de cette étude.

²⁷ Fédération International des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, *Guide de formation à l'EVC : Enseignement en classe et formation*, Genève 2008, page.5

1.2 Rôle de l'EVC

L'EVC permet à des Sociétés nationales de Croix-Rouge et de Croissant-Rouge de travailler avec des communautés vulnérables pour les aider à comprendre les dangers auxquels elles sont exposées et puis les aider à prendre les mesures nécessaires pour améliorer la situation, en fonction de leurs compétences, de leurs savoirs et de leurs initiatives.

Elle met donc les populations en état de se préparer aux dangers et de les empêcher de dégénérer en catastrophes. En effet, le processus de l'évaluation aide la population à recueillir des informations de base qui leur serviront de référence si elles doivent procéder à une évaluation des besoins après une catastrophe, de mieux comprendre leur environnement par rapport aux risques et dangers signalés, de prendre conscience de leur capacité à faire face aux risques et aux dangers et de s'entendre avec les autorités locales sur les mesures à prendre pour prévenir une catastrophe ou en réduire les conséquences possibles.

Section 2 : La réalisation de l'étude EVC au III G Hangar

Dans cette section, nous analyserons la participation des acteurs locaux lors de la réalisation de cette étude que nous divisons en deux à savoir tout d'abord la sélection de l'équipe et après la conduite de l'étude au sein de la communauté.

2.1 La sélection de l'équipe

Le projet a mobilisé des volontaires communautaires pour mener l'étude. L'implication de ces volontaires communautaires dès le début de l'étude marque déjà la considération des acteurs locaux. En effet, lors de la préparation de l'étude, le coordonnateur régional Analamanga de la CRM a organisé une réunion des volontaires communautaires y compris les volontaires de la Croix-Rouge dans le fokontany III G Hangar. Cette réunion est convoquée même par le vice-président du fokontany.

Lors cette réunion, la nouvelle étude à réaliser dans le Fokontany a été présentée avec son déroulement, son objectif et ainsi son calendrier. Avant de commencer la sélection, la conscientisation des volontaires communautaires ainsi présents a été au rendez-vous. Cette conscientisation a pour objectif de les convaincre qu'ils sont les bons acteurs pour bien mener les activités liées à l'étude et aussi de les motiver pour participer à fond à cette étude.

Notons que les volontaires sélectionnés sont des volontaires actifs et ont les compétences minimums pour mener l'étude. Ils sont aussi issus du Fokontany en question et sont reconnus par le Chef Fokontany. Ce processus de sélection et de cette considération est

une sorte d'implication des acteurs locaux à participer à prendre en main le développement de leur localité. Allons voir ci-après le déroulement de l'étude.

2.2 La conduite de l'étude

Après la constitution de l'équipe et la fixation du calendrier de l'étude, la conduite de l'étude a été au programme. Elle est caractérisée par une variation de formation en salle et pratique sur terrain.

En salle, L'instructeur de l'EVC a donné des éclaircissements sur les différentes terminologies et les différents outils pour réaliser l'étude. Avant d'effectuer une descente sur terrain, l'équipe a été organisée par groupe qui va s'occuper chacun de leur propre outil.

En dehors de la salle, c'est-à-dire lors de la descente, chaque équipe va rencontrer les différents membres de la communauté soit par des entrevues individuelles, ou focus groupe ou bien encore par des constatations des faits lors de visite sur terrain qui ont des liaisons avec les outils de collecte de données.

A la fin de la descente, une compilation à jour des données recueillies est effectuée par les techniciens du projet. Une fois compilées, des séances de rencontre avec la communauté ont été fixées pour présentation, validation des données recueillies et établissement des plans d'action communautaire. Cette prise en considération de la communauté est une forme de conscientisation sur la réalité et les dangers qu'elle fait face et aussi une forme d'implication sur la résolution des problèmes existants par leurs propres moyens tout d'abord avant de penser aux aides et appui du monde extérieur. Passons ensuite sur le résultat de cette étude et les problèmes rencontrés.

Section 3 : Résultat de l'étude et problème rencontrés

Le rapport final montrant le résultat de cette étude est un document narratif qui n'est pas du tout facile à lire et à interpréter. Mais dans cette section, nous allons présenter d'une manière synthétique les résultats et de dégager par la suite les problèmes rencontrés lors de sa réalisation et après l'étude.

3.1 Résultat de l'étude EVC dans le Fokontany III G Hangar

En général, selon l'étude réalisée, le fokontany est vulnérable par rapport à l'incendie, cyclone, inondation, maladie diarrhéique, peste, insécurité et violence aux enfants. En effet, comme déjà mentionnés auparavant, cet endroit est construit sur une zone inondable et les maisons sont construites en bois et autres matériaux sensible aux feux. De son côté, les normes

de constructions ne sont pas respectées par les habitants. De plus, les pratiques d'hygiène ne représentent pas grande chose pour eux donc ils courent des risques liés aux différentes maladies. Aussi, les parents ignorent ou tout simplement ne connaissent pas les droits de leurs enfants. Donc ces derniers courent des risques liés à la violence.

Malgré cela, le Fokontany a ses propres capacités pour faire face à tous ces vulnérabilités. En premier lieu, le Fokontany dispose de l'autorité locale et des volontaires communautaires qui sont déjà convaincu sur les dangers menaçant leur territoire et prêt à relever le défi de mobiliser la communauté afin de diminuer leur vulnérabilité. En second lieu, il a des potentialités majeures si nous ne citons seulement l'existence des membres de Comité Local de Secours²⁸ et des volontaires de la Croix-Rouge dans le fokontany qui sont actifs capable de mener une sensibilisation liée à la gestion des risques de catastrophes, à la santé communautaire et promotion à l'hygiène. Ensuite, une structure d'assainissement est présente au sein du bureau du fokontany qui gère les ordures et la programmation d'une campagne d'assainissement. Et de son côté, deux (2) bouches d'incendie sont présentes dans le secteur 4 qui peuvent être utilisées en cas d'incendie. Ensuite, le bureau du Fokontany est fonctionnel qui joue le rôle de justicier et de modérateur. Et enfin, une école primaire publique est présente et fonctionnelle où les parents peuvent envoyer leurs enfants sans dépenser beaucoup d'argent.

Cette étude de l'évaluation des vulnérabilités et capacités aboutisse à l'établissement d'un plan d'action communautaire. Ce plan émane de la pure volonté de la communauté. En effet, après la restitution des résultats de l'évaluation auprès d'elle, un processus d'établissement d'un plan d'action communautaire a été au programme. Un technicien du projet a dirigé la séance et c'est la communauté qui énumère les différentes activités à faire pour pouvoir diminuer les risques. Il est à noter que les actions sont classés selon leurs faisabilités en tenant compte le temps (court, moyen et long terme) et en tenant compte les moyens pour les exécuter (propre moyen de la communauté, propre moyen de la communauté avec un appui venant de l'extérieur ou bien encore appui ou financement de l'extérieur).

3.2 Les problèmes rencontrés liés à l'implication des acteurs locaux

Malgré l'importance de l'étude, certains problèmes sont identifiés lors de notre analyse. Tout d'abords, le niveau des volontaires communautaires est faible et ils n'ont pas la compétence nécessaire pour mener à bien l'étude. C'est un problème que tous les initiateurs du projet rencontrent lors de la prise en considération de la communauté. Parfois et c'était notre

²⁸ Le CLS est le démembrement du BNGRC au niveau fokontany qui est très connu sur l'alerte précoce et la mobilisation de la communauté quand il y a un risque.

cas, les volontaires communautaires motivés pour réaliser l'étude n'ont pas les capacités nécessaires pour exploiter les outils de collecte de données et d'analyser les résultats. De plus encore, la plupart d'eux n'ont pas eu encore de l'expérience sur l'approche communautaire et sur une enquête qualitative.

Ensuite, comme l'étude est réalisée dans un fokontany de la Commune Urbaine d'Antananarivo, il est difficile d'avoir une autorisation d'organiser une réunion communautaire. C'est une contrainte politique. De ce fait, c'est le mot communautaire qui est effacé dans l'étude. La décision prise pourrait être de celle qui est influente ou bavarde parmi les présents lors de la réunion ou tout simplement celle que le technicien ou le facilitateur pense ou veut. Le résultat ne reflète pas donc de celle de la communauté entière.

Après, la communauté en question est peu motivée vu leur problème journalier. Elle s'intéresse beaucoup sur quoi l'étude va apporter quelques choses dans leur panier. L'équipe qui a réalisé l'étude a du mal à confronter avec les interviewés car ces derniers lui demandent toujours sur leurs avantages immédiats. Donc par conséquent, les résultats ne reflètent pas vraiment la réalité.

Et enfin, les actions transformatrices dressées à la fin de l'étude restent un rapport écrit mais non pas un plan d'action à réaliser qui est tout à fait contraire à son appellation. En effet, après l'étude, il n'y a pas de restitution officielle du résultat de l'évaluation auprès de la communauté et il n'y a pas de suivi de la planification. De même, le comité EVC du Fokontany est inactif.

En un mot, cette étude EVC permet à la Croix-Rouge Malagasy de mieux connaître la communauté et ses besoins tandis que pour cette dernière, elle représente un grand espoir car toute résolution des différents problèmes du quartier sont mentionnés dans le rapport de cette étude. Certaines des solutions proposées coïncident avec les activités du projet. Mais par contre, le niveau d'implication des acteurs locaux reste très faible dû au manque de niveau de compétence et de savoir-faire des volontaires communautaires, à la difficulté de réunir et d'avoir l'opinion de tous les membres de la communauté à cause des problèmes politiques et socio-économiques. Si cela a montré le niveau d'implication des acteurs locaux sur un angle, allons voir sur un autre angle ce niveau de participation en analysant l'intervention du projet en milieu scolaire et au sein de la communauté.

Chapitre 2 : Intervention en milieu scolaire et au sein de la communauté

Nous découvrirons dans ce deuxième chapitre de notre dernière partie l'implication des acteurs locaux lors de l'intervention du projet Matrika en milieu scolaire et dans le Fokontany III G Hangar. Nous verrons donc dans la première section l'éducation RRC en milieu scolaire, en deuxième section la mise en place du plan d'évacuation scolaire et dernière section la mise en place d'un plan d'urgence familiale.

Section 1 : L'éducation RRC en milieu scolaire

Pour mieux voir l'implication des acteurs locaux dans cette section, nous allons définir tout d'abord les différentes thématiques et puis porter notre analyse dans les différents modes d'apprentissage de ces différentes thématiques.

1.1 Les différentes thématiques

1.1.1 Cyclone

D'après notre analyse du résultat de l'Etude Evaluation des Vulnérabilités et Capacités (EVC) du fokontany III G Hangar, le passage d'un cyclone est l'un des plus grands risques de cette zone. De ce fait, selon le manuel GRC du MEN, on apprend aux élèves ce que c'est un cyclone en insistant surtout sur les différentes actions à faire avant, pendant et après son passage. De nos jours, on utilise les codes couleurs qui correspondent à leurs significations respectives avec les différents comportements y afférent.

1.1.2 Inondation

Ce phénomène dans la ville d'Antananarivo est parfois la conséquence d'une forte pluie pendant plusieurs jours ou plusieurs semaines ou elle fait suite à un passage de dépression tropicale ou un cyclone tropical. La rupture d'une digue de protection peut aussi provoquer cette inondation ou plus communément un débordement de l'eau de rivière ou fleuve. C'est pareil au thème cyclone, on insiste sur les actions à faire pour prévenir et se préparer à cette inondation et puis sur les actions à faire pendant et après catastrophes. Ce phénomène représente en ce moment un grand risque pour Antananarivo surtout pour les zones à faible altitude. Le Fokontany III G Hangar est toujours victime de cette inondation presque chaque année.

1.1.3 Incendie

Le feu représente aussi un grand danger pour le fokontany et ses périphéries. Les maisons en bois et qui se mettent côte à côte sont très sensibles au feu et à sa propagation. En s'inspirant du manuel du MEN, les actions préventives sont au premier rang à vulgariser aux enfants.

1.1.4 Peste

Le premier arrondissement de la Commune Urbaine d'Antananarivo avait bénéficié d'un projet de lutte contre la peste appelé Projet Aro avec la Croix-Rouge Malagasy l'année 2016. Ce projet a intervenu au sein de la communauté. Dans l'optique de synergie d'action entre les projets de la Croix-Rouge, le Projet Miatrika a décidé d'apprendre aux élèves cibles de l'EPP III G Hangar les causes, les préventions, les signes de la maladie et ce qu'il faut faire lorsqu'on trouve un cas suspect ou un rat mort.

1.1.5 WASH

La promotion à l'hygiène est un volet indissociable à l'éducation scolaire. Suivant le résultat de l'EVC, les maladies suivantes sont présentées comme risques aux résidents du fokontany : diarrhée, paludisme et peste. La conservation de la potabilité de l'eau de sa source jusqu'à sa consommation permet de prévenir la maladie diarrhéique. Aussi, une campagne d'assainissement, les activités de curage des canaux et la bonne gestion des déchets solides (ordures, excréments humains) avec un lavage des mains avec du savon permette de prévenir contre ces trois (3) maladies citées ci-dessus.

1.1.6 IPS : Initiation aux Premiers Secours aux enfants

Le Premiers Secours est un module spécifique au Mouvement de la Croix-Rouge. A la différence des adultes, les élèves à ses propres modules de premiers secours qui sont trouvés dans l'Initiation aux premiers secours aux enfants. Suivant le guide d'Initiation aux premiers secours pour la jeunesse, qui a été développé par l'aide de la Belgian Red-Cross-Flanders et avec le soutien financier d'ECHO, il y a trois (3) leçons pour cette initiation à savoir les quatre (4) étapes en premiers secours, les plaies et l'étouffement. Le guide apprend aux élèves ou aux enfants comment réagir en cas d'accident, chercher de l'aide en appelant les adultes (instituteurs, aînés, parents ou autres) et apporter eux même les premiers secours en cas de plaies simple ou en cas d'étouffement.

1.1.7 La formation Premiers Secours de Base (PSB) des enseignants

Pour compléter les activités citées ci-dessus, une formation en Premiers Secours de Base pour les enseignants a été réalisée. En effet, les enfants vont dépenser la majorité de leur temps à l'école. Ils sont sous la responsabilité de ces enseignants. C'est pour cela que le projet a décidé d'octroyer une formation complète en premier secours de base à eux. Cette formation en PSB est constituée d'une partie théorique, pratique et une évaluation.

Cette formation est nécessaire non seulement au bénéfice des élèves cibles, mais au aussi au bénéfice de tous les élèves de l'école et aussi à toute la communauté parce que ces enseignants sont des membres de la communauté.

1.2 Les différentes méthodes d'apprentissage

Là il s'agit des enfants. Comme nous avons déjà vu dans la dernière section du dernier chapitre de la partie I²⁹, l'âge moyen est de 11 ans. De ce fait, ces enfants ont besoin une éducation d'une manière ludique. Allons voir ci-dessous quelques exemples des méthodes utilisées qui favorisent la participation des bénéficiaires notamment les élèves.

1.2.1 Histoire

Avant d'attaquer le sujet, le moniteur ou l'enseignant raconte une histoire aux élèves ou l'inverse là il les incite à raconter leurs vécus ayant une liaison avec le sujet en question. Par exemple, si on veut apprendre aux élèves sur les plaies, on demande à quelques-uns d'entre eux qui ont été déjà victime d'une blessure ou ont déjà assisté une personne blessée. C'est à partir de l'histoire que le cours s'enchaîne et prend des exemples concrets pour illustrer les leçons. C'est une méthode active par où les élèves participent beaucoup et ne risquent pas d'oublier les leçons.

1.2.2 Chants/ Danses

C'est l'une des méthodes la plus utilisée pour cibler des élèves ou des enfants en ce moment. Il s'agit d'inclure les messages ou les idées dans la parole de la chanson ou dans les gestuelles. Par exemple, pour le lavage des mains avec du savon, Lola³⁰ a une chanson "Sasao ny tananao"³¹ où les paroles et les gestuelles incitent et montrent aux enfants et à tout le monde les différentes étapes pour bien laver les mains. Ils peuvent aussi inventer leurs propres

²⁹ Les élèves cibles de l'éducation GRC (Partie I, Chapitre 2, Section 3)

³⁰ Lola est un artiste Malagasy venant de la partie sud-est de Madagascar

³¹ "Sasao ny tananao" signifie laver tes mains

chansons et leurs propres gestes et d'inclure les messages dedans. Cette méthode les incite à participer fortement et c'est une manière pour les enfants de bien retenir les messages et de les diffuser après.

1.2.3 Récitations/ Poème

C'est une forme beaucoup plus artistique. Cette méthode exige un peu de talent et fruit de cette méthode est passionnant. Il est possible que l'inspiration émane de l'enseignant ou les parents des élèves ou leurs aînés mais il paraît possible que l'inspiration émane de l'inspiration propre aux élèves. L'idée dans cette méthode est donc de diffuser les modules sous une autre forme plus artistique. Dans ce cas, comme dans les autres méthodes déjà citées, les élèves sont devenus porteurs de message.

1.2.4 Présentation image/ Concours dessin

La méthode suivante relève de la compétence des élèves. En premier lieu, ils vont être éduqués sur la thématique et en second lieu, ils essaient de dessiner ceux qu'ils ont retenus ou ce qu'ils pensent à propos du sujet. L'image ou le dessin produit peut à son tour présenter aux autres élèves de même classe ou de l'école ou bien encore aux autres élèves des autres écoles. L'auteur dans ce cas expliquera le contenu et leur signification. Cette méthode permet de mesurer la compréhension des élèves, de graver les points essentiels dans leurs mémoires et aussi de partager ou de sensibiliser les autres. Sur cette méthode, la participation est intense mais le nombre des participants peut être réduit par la volonté ou la capacité des élèves.

1.2.5 Projection des séquences vidéo, spot ou film d'animation

Actuellement, les messages peuvent être modélisés sous différentes formes comme chansons, des films d'animation, des dessins animés, des spots ou des séquences vidéo. Les jeunes et les enfants d'aujourd'hui s'intéressent beaucoup à cette méthode audio-visuelle. C'est une méthode efficace pour transmettre les idées ou les messages. C'est une méthode un peu passive mais en faisant participer les enfants ou les élèves sur une discussion après la projection, elle devient active. Cette méthode nécessite donc un bon animateur qui maîtrise le sujet et ait aisance à communiquer avec les jeunes et les enfants. Pendant la séance, ils peuvent se sensibiliser entre eux sur les bonnes pratiques. Après la séance, ils peuvent continuer le partage envers la famille, les amis, les environnants et les autres membres de la société sur le sujet ou la thématique qu'ils viennent de voir et de discuter.

1.2.6 Saynète

C'est une méthode très dynamique. Après l'éducation, on invite aux élèves de jouer dans des scénarii ayant une relation avec la thématique. Par exemple, on prend des élèves qui vont jouer à la place du président fokontany, des parents, du quartier mobile, des élèves et la communauté qui se trouvent au moment où un cyclone va sûrement passer dans leur village. Dans ce cas, quelques élèves vont effectuer une sensibilisation auprès de leurs camarades et de ses parents, un autre va alerter le président de fokontany et ainsi de suite. Dans ce cas, les élèves devront mémoriser par cœur leur part de parole et d'une manière à répéter la saynète, les autres vont sûrement se souvenir de la parole de chaque participant ou participante. Cette méthode nécessite beaucoup de temps mais elle est très efficace si on veut faire participer les élèves.

Dans cette section, nous avons vu que la participation des élèves est très important tandis que celle des enseignants est minime. Ceci est expliqué par le fait que ce sont les accompagnateurs du projet qui animent toutes les séances et les enseignants restent passifs. Avec ces différentes thématiques liées à la vie quotidienne et les différentes méthodes d'apprentissage, les élèves sont devenus des vecteurs porteurs de message qui est l'un des raisons d'être de ce projet. Allons voir par la suite le niveau de participation des acteurs lors de la mise en place du plan d'évacuation école.

Section 2 : Mise en place d'un plan d'évacuation école

Après avoir vu la forte implication des élèves dans la section précédente, nous définissons tout d'abord dans cette section 2, ce que c'est un plan d'évacuation et ensuite nous verrons l'implication des acteurs à savoir les élèves, les parents, les enseignants, le directeur, le chef ZAP et autres lors de la mise en place de ce plan au sein de l'EPP III G Hangar.

2.1 Définition d'un plan d'évacuation école

Un plan d'évacuation est un plan comme son nom l'indique qui sert à évacuer d'une manière formelle les élèves de l'EPP si un danger ou un risque arrive. Par exemple, après une constatation d'une montée continue de niveau d'eau au sein du fokontany suite à des averses qui menace la vie des élèves en traversant les ruelles et les passerelles vers leurs domiciles, le Directeur de l'école va décider d'arrêter le cours et d'évacuer les élèves. D'une manière formelle, le directeur demandera tout d'abord, l'aval du chef ZAP qui est son chef hiérarchique

en cas de besoin. Ensuite, il avisera les points focaux³² dans les différents secteurs. Et après sonnera l'alarme et les élèves sortiront selon leurs zones d'appartenance³³.

En un petit mot, après le retentissement de la sirène ou le signal pour l'évacuation, les élèves resteront dans la calme en amenant leurs petites fournitures avec eux. Ils joindront le point de rassemblement à l'intérieur de la cours de l'école en sortant deux par deux. Des points focaux qui sont responsable de la sécurité des élèves les amèneront vers le point de ralliement qui se trouve en dehors de l'école. C'est à partir de ce point que les parents des élèves peuvent prendre leurs enfants et de rentrer ensuite chez eux s'il n'y a pas de risque ou de danger mais dans le cas contraire ils iront ensemble vers les lieux de refuge ou les sites d'hébergement.

2.2 La mise en place du plan d'évacuation scolaire³⁴

Ce processus est déjà mentionné dans l'annexe 5 de ce mémoire mais nous analysons l'implication des acteurs lors de sa mise en place. Tout d'abords, sa mise en place émane de la volonté du chef ZAP et surtout du directeur de l'école. Comme chaque année, il y a une décision d'évacuer l'école en cas de présence de danger au sein du Fokontany ou au sein de l'école. Mais ici, il s'agit d'une manière formelle et c'est pour cela que les responsables d'école sont tout à fait d'accord sur sa mise en place.

Ensuite, ce plan d'évacuation met en liaison les élèves, le chef ZAP, le directeur et ainsi les points focaux (parents d'élèves responsables des différentes zones définies au préalable comme points de ralliement avant de venir aux lieux de refuge). De ce fait, les différents groupes de personnes cités ci-dessus après leur conscientisation vont effectuer des exercices de simulation pour mieux maitriser la réalisation des activités trouvées dans le plan. Les exercices de simulation nécessitent beaucoup de temps et d'effort mais ils parviennent à les réaliser.

A part le manœuvre du regroupement des élèves avant de sortir, la mise en place de ce plan nécessite aussi quelques matériels qui sont liés directement au plan établi, à savoir les matériels d'alerte comme les téléphones pour les points focaux, les drapeaux code couleur cyclone, mégaphone, sirène et voir même un extincteur de feu. La dotation de ces matériels résulte du besoin évoqué par les acteurs de l'école lié à la réalisation de l'évacuation des élèves et les personnels de l'école.

³² Les points focaux sont des responsables des élèves dans leurs différentes zones d'habitation.

³³ Les zones d'appartenance sont désignées par une lettre et chaque élève connaisse sa zone. Donc, les élèves qui habitent dans une même zone (appartenant à une même lettre) vont se grouper ensemble avant de sortir

³⁴ Voir la méthodologie de la mise en place complète en annexe

A l'opposé de la première section, non seulement les élèves qui sont impliqués mais aussi les enseignants, le directeur de l'école et les parents de ces élèves sur la procédure de l'évacuation de l'école. Comme résultat, après le départ du projet, ces acteurs peuvent effectuer eux même leur évacuation en cas de besoin. Au bénéfice des autres écoles, ces acteurs de l'école III G Hangar peuvent entrainer et partager autres établissements les acquis pour mettre en place et mettre en œuvre une évacuation en cas d'urgence. Si cela concerne la mise en place du plan d'évacuation en milieu scolaire, allons voir ci-après dans la dernière section le cas de la mise en place du plan d'évacuation d'urgence familiale qui est le complément de cette évacuation en milieu scolaire.

Section 3 : La planification d'urgence familiale

Suite à l'analyse de la préparation en milieu scolaire dans les deux (2) sections précédentes, nous analyserons la participation des acteurs locaux à partir de la préparation au niveau familial face aux risques du fokontany en question. Comme dans la section précédente, nous définissons tout d'abords cette planification avant d'entrer vers notre analyse.

3.1 Définition d'un Plan de Contingence Familial (PCF)

Un Plan de Contingence Familial ou PCF est un plan à suivre pour chaque famille quand il y a un danger qui menace ou qui arrive. Ce plan est modifiable selon l'évolution de la situation ou le mouvement ou bien selon une modification de la composition du membre de la famille.

Pour mieux comprendre cette définition, il est préférable de citer les différentes composantes de ce plan de contingence familial en général à savoir tout d'abords les renseignements concernant la famille (le nom des différents membres, adresse, chef de familles et son contact), ensuite les noms et contacts des personnes qui peuvent aider la famille en cas de danger, puis les gestes de secours à faire en cas de danger et contact des services de secours, et après il y en a les détails de chaque activité que chaque membre de la famille doit faire face à une situation donnée. Une carte d'évacuation montrant la position du domicile par rapport à l'école, les points de ralliement et les lieux de refuge se trouve à la fin de ce plan.

3.2 La mise en place du plan d'urgence familiale

La mise en place de ce plan est un long processus qui peut prendre plusieurs semaines ou voir des mois. Il est le fruit de plusieurs entrevues entre les accompagnateurs du projet et les parents des élèves cibles. Une réunion des parents des élèves a été déjà au rendez-vous pour l'explication de différentes étapes en insistant toujours sur la conscientisation qui est la base de

cette activité. Dès le départ, les parents des élèves sont conscientisés sur l'existence des risques qu'eux courent chaque année. Le but de cette activité c'est aussi de les persuader sur la nécessité de leur forte implication lors de la mise en place de ce plan. Ce sont eux qui vont participer très vivement dans cette action. Mais par contre, il y en a des parents des élèves qui n'ont pas assisté aux différentes réunions car ils ne sont pas disponibles.

C'est la sensibilisation et apprentissage qui viennent après cette réunion afin de transmettre les messages sur les gestes à faire avant, pendant et après passage d'un ou plusieurs aléas comme le cyclone, inondation et incendie dans notre cas. De plus, il y a aussi l'apprentissage des gestes de secours liés à la vie quotidienne et aux trois (3) aléas déjà cités. C'est pourquoi ils ont été formés en geste de premiers secours de base.

Après conscientisation, sensibilisation et apprentissage des gestes de secours, la prochaine étape est la rédaction du document avec la famille. Le projet a un modèle d'un PCF³⁵. C'est à partir de ce modèle-là, de la connaissance et du vécu de chaque famille qu'elle essaie de rédiger son propre plan de contingence qui est différent d'une famille à une autre. Mais à cause de l'insuffisance de temps à dispenser pour chaque famille, les accompagnateurs ont aidé les familles visitées à rédiger son plan. Certaines informations insérées dans le plan émanent de leurs volontés et de leurs connaissances mais pas celle de la famille. Malgré cela, le plan établi reste un plan individuel pour chaque famille. Il est rédigé en langue malgache.

Comme dans les deux sections précédentes, nous avons pu constater une implication des parents des élèves lors de la mise en place du plan. Mais à cause de l'absence de certains parents des élèves lors des différentes réunions de conscientisation, certains plans sont imposés. En effet, le projet a pour objectif de mettre en place un plan d'urgence familial pour chaque famille cible. Donc tous les parents sont concernés y compris les absents lors des différentes réunions. Par conséquent, certains d'entre eux sont convaincus sur la nécessité de la mise en place de ce plan et arrivent facilement à élaborer leurs propres plans, tandis que les autres n'arrivent pas à l'élaborer. Pire encore, d'autres ne veulent pas dépenser leurs temps pour accueillir les accompagnateurs du projet chez eux et élaborer le plan. Comme résultat, ces techniciens du projet ont proposés leurs plans. Cette situation marque l'absence de l'implication des bénéficiaires et touche presque la majorité de la totalité des familles bénéficiaires.

³⁵ Modèle d'un PCF disponible dans l'annexe 4

Après cette préparation en milieu scolaire et au niveau familial, nous avons pu constater que l'école et chaque famille sont bien préparées grâce au renforcement de la sensibilisation et de l'éducation sur la réduction des risques de catastrophe et à la dotation des différents kits liés aux premiers secours et à la planification d'urgence en milieu scolaire et familiale. Par contre, malgré l'effort dispensé par l'équipe du projet et la volonté de certaines personnes, les cibles resteront des simples bénéficiaires mais non pas des acteurs actifs porteurs de changement dû à l'insuffisance de leurs implications. C'est pour cela que nous proposerons des suggestions et recommandations dans le dernier chapitre suivant dans l'objectif de trouver des solutions pour une forte implication des acteurs locaux lors de la mise en œuvre d'un projet similaire à celui de ce projet Miatrika et à un projet de développement.



Chapitre 3 : Suggestions et recommandations

Le projet Miatrika a adopté une approche communautaire. Selon les analyses précédentes, l'implication des acteurs locaux n'est pas considérable mais reste largement insuffisante. La réalisation de certaines activités ignore la participation de ces acteurs locaux dans la prise de décision. C'est dans ce dernier chapitre que nous allons apporter nos recommandations et suggestions pour ce projet et aussi pour des autres projets similaires.

Section 1 : Mobilisation après une étude EVC ou un autre type de diagnostic

Rappelons que l'objectif de cette étude c'est de travailler ensemble avec la communauté afin d'accroître ses capacités et de réduire les risques qui se fait par la réalisation après l'identification des actions à mener lors de la recherche collective des solutions. Donc, il faut travailler encore plus au-delà du résultat de l'étude. Nous proposons quelques activités qui sont nécessaire à réaliser pour mobiliser les acteurs locaux.

1.1 Mise en place et/ou dynamisation du comité de l'étude

Dès le début, il faut mettre en place un comité d'étude et il faut prendre en compte la communauté si on veut que ce comité soit pérenne et accepté par tout le monde. En effet, la communauté doit élire leurs représentants au sein de ce comité qui sont capable de mener l'étude avec ou sans les techniciens et d'effectuer les différentes activités de suivi. Ceci est une forme de considération des acteurs locaux. Ces gens connaissent au mieux leur territoire, les différents modes de vies et les différents problèmes de ce territoire. Donc il faut les responsabiliser.

Comme déjà mentionné ci-dessus, ce comité a pour rôle de réaliser l'étude avec les techniciens pendant l'existence du projet et sans les techniciens après son départ, de dégager les problèmes et solutions afin d'identifier les actions à mener et d'effectuer le suivi de la mise en œuvre de la planification. Dans ce cas, il nous faut un comité dynamique. Cette forme de dynamisation est basée sur une conscientisation de ces acteurs mais non pas par des récompenses. Il faut les présenter avant toute chose l'avantage de la communauté en cas de réalisation des actions définies lors de la planification car ce sont eux qui sont les acteurs pour le développement de leur localité. A côté de cette conscientisation, il faut qu'il y en a des

formations et des transferts de compétences à leurs bénéficiaires tout d'abord et ensuite pour les autres acteurs au sein de la communauté.

1.2 Restitution du résultat de l'étude EVC auprès de la communauté

Tout au long de l'étude, il faut qu'il y ait toujours une restitution pour validation. En effet, avant de dégager les différentes sortes de vulnérabilités, de capacité, l'arbre de problèmes, l'arbre de solutions, le plan d'action après analyse des données recueillies, il faut concerter la communauté dans le but de restituer le résultat, d'apporter des modifications en cas de besoin et d'avoir leur validation. Cette restitution doit effectuer lors d'une réunion communautaire.

Nous avons constaté pendant cette étude qu'il y avait différents facteurs de blocage à cette réunion communautaire. Pour le facteur lié aux contraintes temps, il faut trouver le moment idéal pour tout le monde et le moyen de réaliser une réunion bien organisée et bien préparée sans prendre beaucoup de temps. De son côté, il faut bien sensibiliser les membres de la communauté sur l'importance de cette réunion et impliquer les personnes ressources locales (autorités locales, médecin, infirmier, agents de santé, quartier mobile, volontaires ...). Et pour le facteur de blocage lié à des raisons politiques, il faut persuader les dirigeants et les acteurs concernés sur la nécessité de cette réunion et de demander une permission officielle d'organiser une réunion communautaire en indiquant le lieu, la date et surtout le sujet de discussion qui est l'objet de la réunion.

Cette restitution au sein d'une réunion communautaire est une forme d'incitation de la participation locale pour leur propre développement et la base de la réussite de l'étude. C'est pour cela, il faut déployer des personnes influentes qui sont capable de persuader les dirigeants ou les responsables au sein de la préfecture de donner une autorisation pour notre activité.

1.3 Mise en œuvre de la planification

Cette planification est définie par une organisation des interventions bien ordonnées par rapport aux notions de temps et d'espace. Elle résulte de la transformation des solutions trouvées sous formes d'activités. Pour qu'il y ait donc résolutions des problèmes trouvés, il faut réaliser ces activités. A part le problème de volonté et d'initiative, il y en a toujours une contrainte qui est le moyen.

Tout d'abord, il existe des activités qui ne nécessitent que la mobilisation des moyens existant localement sans aide extérieur. Dans ce cas, la volonté du comité ou de celle de l'autorité locale peut mobiliser la communauté pour une campagne d'assainissement par exemple ou une construction des passerelles. Ensuite, il y en a les activités qui nécessitent des

moyens matériels. Par exemple, pour construire une maison de refuge, la communauté dispose déjà des planches et des bois ronds ou encore des feuilles d'arbre pour la toiture mais ils n'ont pas des moyens financiers pour acheter les matériels de construction. Pour ce type de problème, l'aide extérieur est souhaité soit sous une forme d'un projet de développement, d'un projet d'urgence ou autres formes d'aides. Et enfin, il existe des activités qui sont hors de portée de la communauté. Dans ce cas, un financement du gouvernement ou d'une ONG ou d'autres bailleurs est souhaité. Il faut que le projet soit inscrit dans le Plan Communal de Développement dans ce cas dans le but d'obtenir un financement.

Un autre moyen pour trouver de financement est la présentation du résultat de l'étude déjà validé auprès des différents partenaires techniques et financiers. Comme dans notre cas ici, la communauté peut avoir un appui technique et financier venant de l'Union européenne Aide humanitaire et Protection civile (ECHO) à travers la Croix-Rouge Malagasy. Le comité de l'étude peut aussi présenter le résultat de cette étude dans le but d'obtenir de financement auprès des différents organismes concernés comme les organisations onusiennes comme UNICEF, PNUD, UNFPA, FAO, PAM, ... ou encore des différentes Organisations Non Gouvernementales comme ADRA, CARE, CRS, ...

Section 2 : La consultation des acteurs

Pour un projet qui touche plusieurs domaines comme dans notre cas (éducation, gestion des risques de catastrophes, santé, eau, assainissement et hygiène) la consultation des différents acteurs concernés par ces différents domaines est indispensable. Nous verrons ci-dessous le genre de visite qu'il faut faire avec ses objectifs.

2.1 Consultation des acteurs en éducation

Le projet intervient en milieu scolaire. L'intégration de cette éducation GRC en milieu scolaire est en cours mais pas encore faite. Dans ce cas, avec un programme scolaire déjà fixé, toute autre intégration va lui perturber. Par conséquent, des différents échelons de négociations et d'arrangement sont nécessaires.

Avant toute chose, il faut visiter le Ministère de l'Education nationale dans le but de lui proposer l'idée en tête et de demander une autorisation d'intervenir en milieu scolaire. C'est une visite de courtoisie. C'est pendant cette entrevue avec le Ministère qu'on lui demande une forme de collaboration possible afin de mettre une synergie d'action.

Après avoir visité la Ministère, il faut visiter par la suite ses démembrements jusqu'à la base. Il faut qu'on passe tout d'abord à la Direction Régionale de l'Education Nationale

(DREN), ensuite par la Circonscription Scolaire (CISCO), après par la Zone Administrative et Pédagogique (ZAP) et enfin par le Directeur de l'école pour présenter le projet et de trouver le consensus pour mieux réaliser les activités sans perturber le programme scolaire. C'est dans cette étape que l'initiateur du projet essaie de trouver les moyens d'intégrer la nouvelle éducation dictée par son projet.

Dans le domaine d'intervention d'urgence, on parle souvent du groupe sectoriel éducation. Ce groupe est codirigé par l'UNICEF et le MEN. Ce sont eux qui vont convoquer la réunion pour la présentation du projet à tous les intervenants dans le domaine scolaire. Dans ce cas, il ne reste que de présenter le projet en question auprès du groupe sectoriel dans le but de renforcer la coordination afin d'éviter le doublon et de trouver une forme de coopération afin de réaliser une activité plus pertinente à l'égard de tout le monde.

2.2 Consultation du BNGRC et ses démembrement

Il est à rappeler que le principal rôle du BNGRC est la coordination des activités de GRC dans le pays. De plus, il a un service qui s'occupe de la Réduction des Risques de Catastrophe ou le Service RRC. C'est pour cela, la Croix-Rouge Malagasy avec son projet ou autre intervenant qui met en œuvre un projet GRC/RRC doit faire une visite de courtoisie auprès du BNGRC pour mieux coordonner ses activités avec les autres intervenants.

Après avoir effectué cette visite, il faut visiter directement le Comité Communal de GRC (niveau commune) et le Comité Local de Secours (niveau fokontany) qui sont beaucoup opérationnel par rapport aux comités régional et district de GRC. C'est à ces deux niveaux qu'on peut trouver les informations nécessaires liée à la réalisation de nos activités ayant une liaison avec le milieu scolaire et la communauté. Par exemple, le Fokontany détient la liste avec contact de toutes les personnes membre de CLS et de son côté la Commune a la liste de tous les lieux de refuge ou les sites officiels.

2.3 Consultation des autres Ministères concernés et partenaires

A part le domaine de l'éducation et de la GRC, le projet touche aussi le domaine de santé (sensibilisation peste). Le volet santé est un sujet spécifique. Pour cela, c'est mieux de consulter le Ministère de Santé sur une demande d'appui pour avoir les différents outils de sensibilisation déjà établis et une version mise à jour des documents sur le sujet en question, surtout les messages à diffuser pour la communauté et pour les élèves.

A côté de cette sensibilisation liée à la peste, notre projet touche aussi la promotion à l'hygiène. Dans ce cas, il faut aussi présenter notre projet et nos activités liées à ce thème au

groupe sectoriel WASH. Ce groupe sectoriel a déjà élaboré un manuel sur la promotion à l'hygiène adapté au contexte malgache. Il est intéressant de travailler à partir de ce manuel et de trouver une sorte de collaboration avec tous les intervenants membres du groupe afin d'avoir une synergie d'action entre les différents acteurs.

2.4 Consultation des bénéficiaires surtout sur les choix des dotations

Au-delà des différents intervenants, il y a les bénéficiaires. Si on veut qu'il n'y ait pas de gaspillage de bien octroyé, il faut bien déterminer les besoins réels de la population locale. Il ne faut pas qu'on décide sur table mais il faut descendre sur terrain et faire des sondages afin d'identifier le choix de ces bénéficiaires.

Grace à la présence du comité FEFFI au sein de l'école, il ne semble pas très difficile d'organiser une réunion pour déterminer les problèmes liés à la GRC et identifier les types de bien à octroyer liés à la mise en place du plan d'évacuation scolaire. Avec cette méthode, on ne risque pas d'attribuer des biens qui ne sont pas nécessaire pour l'école. Toujours avec son aide, il peut convoquer une réunion des familles cible qui a pour objet de déterminer la composition des kits familles à octroyer liés à la mise en place du plan d'urgence familial. Avec cette opération, le projet ne risquera pas de doter des matériels inutilisables par ces bénéficiaires.

Section 3 : La conscientisation des acteurs

Nous parlons ici de la conscientisation des acteurs locaux sur l'existence des risques qu'ils courent afin qu'ils puissent réagir et prendre des initiatives. En effet, il faut qu'ils soient conscients que le projet est là pour eux sur une période limitée et son objectif n'est autre que d'appuyer la communauté mais pas résoudre tous les problèmes. Nous allons voir donc les différents types des personnes qui ont besoin de cette conscientisation.

3.1 Conscientisation de l'autorité locale

Pour qu'il y ait un ancrage communautaire sur toutes les activités du projet, il faut que les autorités locales soient impliquées fortement. Ce sont eux qui ont la capacité de mobiliser la communauté toute entière d'une part. D'autre part, ce sont eux qui connaissent au mieux la problématique générale de leur territoire. De ce fait, il faut que le président du fokontany et ses équipes soient conscients de la présence du danger et des problèmes à leur localité. Dans ce cas, il faut les persuader que le projet est là pour les aider à mieux se préparer pour faire face à ces dangers et aussi pour trouver ensemble des solutions à des problèmes existants. C'est à leur

tour après d'essayer de convaincre le reste de la communauté pour participer ensemble pour atteindre les objectifs fixés et de mettre en œuvre toute la planification communautaire.

3.2 Conscientisation des acteurs de l'école

Par la suite, il faut conscientiser aussi les acteurs de l'école. Ce sont le directeur, les enseignants, les membres du comité de l'école, le bibliothécaire, le responsable sécurité et d'autres personnes qui travaillent au sein de l'école. En effet, il faut qu'ils acceptent que leur école ait besoin de ce projet. Si cela est fait, il est beaucoup plus facile d'intervenir au sein de l'école avec leurs appuis. Même en absence du projet, ils vont devenir des acteurs incontournables sur la promotion des activités sur la GRC et sur les autres activités au sein de l'école et au sein de la communauté.

3.3 Conscientisation des parents des élèves

Après les acteurs de l'école, il faut conscientiser aussi les parents des élèves. En effet, le projet les cible lors de la réalisation de la planification d'urgence familiale et cible leurs enfants lors de la réalisation des activités en milieu scolaire. Ces parents représentent donc un facteur clé de la réussite du projet. Cette conscientisation auprès des parents peut prendre beaucoup de temps parce qu'ils s'inquiètent beaucoup de leur vie quotidienne. Dans ce cas, il suffit de les convoquer en une réunion bien préparée et vite faite ou de les visiter chez eux pendant les moments qu'ils soient tranquilles et peuvent recevoir quiconque. On peut utiliser aussi leurs enfants comme vecteurs de message et de les sensibiliser de temps en temps.

3.4 Conscientisation des élèves

Dans notre cas, ce sont les élèves qui se trouvent au centre de notre étude. Pour qu'ils deviennent vraiment des vecteurs porteurs de message, il faut qu'ils soient conscients de la présence des dangers qui persistent et menacent leur vie, leur milieu scolaire et leur communauté. Pour le faire, il est possible de demander un petit temps devant le rassemblement de chaque début de semaine pour en parler de la gestion des risques de catastrophes et autres sujets pertinents que nous voulons aborder. Mais pour être réaliste et si on veut que l'action soit pérenne, il faut qu'un des responsables au sein de l'école effectue cette tâche. À côté de ce discours diffusé lors de rassemblement, il y a aussi les enseignants qui peuvent en parler avec leurs élèves sur un sujet de discussion. Ici, ce n'est pas nécessaire d'effrayer les élèves mais il suffit d'aborder la discussion avec la réalité et des faits qui ont des liaisons directes avec les enfants et ses entourages.

Section 4 : Renforcement de capacité des acteurs locaux

Après cette fameuse conscientisation, il est aussi indispensable d'effectuer un renforcement de capacité des acteurs locaux. En effet, comme nous disons toujours, un projet est toujours limité dans le temps et l'espace. Dans ce cas, il est très important de former ces acteurs locaux afin de transmettre la connaissance et la compétence. Nous verrons ci-après quelques formations nécessaires pour ces acteurs locaux trouvés dans le Fokontany que l'initiateur de projet doit réaliser.

4.1 Renforcement de capacité sur une étude EVC ciblée

Comme tous les Fokontany à l'intérieur d'un arrondissement de la Commune Urbaine d'Antananarivo est assez vaste, il est nécessaire de réaliser une étude d'évaluation ciblée pour mieux cerner les problèmes et de trouver les solutions efficaces et pertinentes. En effet, le projet doit réaliser une étude ciblée au sein de l'école et une autre étude dans chaque secteur du quartier. Dans ce cas, pour l'école, elle a déjà son comité et il suffit de réaliser la formation et mener l'étude. Mais pour le cas de chaque secteur, il suffit de mettre en place un comité qui est dirigé par le chef secteur dont lui est assisté par les volontaires communautaires (Croix-Rouge Malagasy, membre du CLS, agent de santé, ...). C'est après la mise en place de tous les comités qu'on enchaîne la formation suivi de la réalisation de l'étude. Si cela est fait, chaque secteur a la capacité d'effectuer leur propre étude sans présence des autres venant de l'extérieur et peut prendre en main la résolution des problèmes de leur localité.

4.2 Renforcement de capacité sur la GRC

Dans notre cas, il est très important de transférer la compétence en gestion des risques et des catastrophes vers la communauté. De ce fait, il faut former les leaders communautaires (chef fokontany, chef secteur, volontaires, membres CLS, quartier mobile, agents de santé, ...) sur les différents comportements pour mieux préparer et mieux faire face aux catastrophes. Dans ce cas, il faut les former sur les systèmes d'alerte, évacuation, évaluation des dégâts et les différents gestes de premiers secours. De son côté, il faut réaliser des exercices de simulation, octroyer les matériels et outils nécessaires liés à cette gestion des risques de catastrophes comme les matériels d'alerte (mégaphone, sifflet, drapeaux codes couleurs, sirène manuel, ...), des trousse de premiers secours (contenant les gants, bandes, écharpes, liens, frondes, ciseaux, ...), des outils d'évaluation, des unités de protection (bottes de pluie, imperméable, gants, ...) et

autres. Si cela est fait, même après le départ du projet, la communauté est déjà bien formée et bien équipée donc elle est capable de réagir seule.

La considération des acteurs lors de toute intervention est très importante. Chaque communauté a sa propre identité mais il faut que chaque intervenant doive adapter leur méthode et leurs outils. Il faut toujours tenir compte des contraintes temps et motivation de la population local. Dans ce cas, c'est beaucoup mieux de connaître davantage la communauté là où nous travaillons. Il faut connaître la disponibilité de nos acteurs, les sujets pertinents à leurs égards, leurs modes de vie que nous pouvons constater lors de notre descente sur terrain. Pendant des entrevues et contacts avec eux, il faut toujours conscientiser chaque acteur sur le besoin de travailler ensemble pour résoudre les problèmes que la localité affronte. Pour avoir des acteurs locaux responsables, il faut les former, les entraîner et les doter des matériels pour accomplir les différentes activités afférents aux objectifs définis. Il faut donc renforcer la capacité des acteurs locaux.

Dans cette dernière partie, il en résulte que l'étude EVC n'aboutisse pas à une grande chose car les décisions prises lors de cette étude n'est pas du tout celle de la communauté. La mobilisation n'a pas eu lieu. Lors du reste des interventions, les élèves sont beaucoup impliqués et ont bien assimilé les activités menées au sein de l'école. Par contre, les enseignants sont moins impliqués. Nous constatons aussi que certains parents des élèves ont bien participé aux différentes activités du projet car ils sont déjà conscients. Par contre, la plupart d'eux ne sont pas motivés suite à des multiples raisons. Les acteurs du projet ont du mal à réaliser les activités au sein de la communauté car cette dernière n'espère pas grande chose venant de ce projet à part une solution immédiate de leur problème quotidien lié à l'insatisfaction des besoins immédiats. C'est pour cette raison que nous avons proposé les solutions portant sur la mobilisation communautaire après une étude d'évaluation des vulnérabilités et capacités, la consultation et conscientisation des acteurs concernés, et sur le renforcement des capacités des acteurs locaux sur plusieurs domaines.

CONCLUSION

La Croix-Rouge est un mouvement international qui a pour mission d'alléger les souffrances des vulnérables et de faire respecter la dignité humaine. Comme tous les autres pays signataires de la Convention de Genève, la Croix-Rouge Malagasy est un organisme auxiliaire de pouvoir public dans le domaine humanitaire qui a une obligation d'aider les plus démunis. Il a initié un projet de réduction des risques de catastrophes qui intervient en milieu scolaire dans le Fokontany III G Hangar. C'est une zone vulnérable par rapport à l'inondation, cyclone et incendie. Son objectif c'est de renforcer la résilience communautaire en général.

Lors de sa mise en œuvre, les acteurs locaux sont impliqués pendant l'étude de l'évaluation des vulnérabilités et capacités du Fokontany et aussi pendant l'intervention en milieu scolaire et en milieu communautaire. L'étude a pu constater que le niveau de cette implication est faible. Cette faiblesse est due au niveau de compétence des volontaires communautaires insuffisant pour mettre en œuvre les acquis et mener les activités. Elle est due aussi au problème socio-politico-économique qui empêche l'équipe du projet d'organiser une réunion communautaire et avoir du temps nécessaire pour des focus groupes ou pour des entrevues avec les membres de la communauté. Par contre, ce sont les élèves qui sont bien impliqués.

La conséquence de ce faible niveau d'implication est le non appropriation des activités du projet par les bénéficiaires. Avec cette situation, le changement est inespéré. La communauté de base ne connaît pas vraiment l'utilité de ce projet et n'arrive pas à tirer profit pendant son existence. L'équipe du projet a travaillé très fort dans le but d'atteindre seulement les résultats attendus fixé par le cadre logique. Le projet risque donc de vouer à l'échec. Pour éviter cette situation, il faut une participation active des acteurs locaux.

Pour qu'il y ait cette participation active des acteurs locaux, il faut une responsabilisation de la communauté à partir d'une mise en place d'un comité de suivi qui assurera la mise en œuvre des décisions prises avec une mobilisation des membres de la communauté pendant les moments favorables. La consultation et la conscientisation des acteurs entraînent une synergie d'action entre les parties prenantes et vont pousser les acteurs locaux à prendre en main leur développement. La population locale a besoin d'une adaptation des

méthodes adoptées et un renforcement de capacité dans tous les domaines pour qu'il y ait une continuation des actions déjà faites qui conduit vers la pérennisation pouvant aboutir vers un changement.

Pour en finir, nous sommes très fiers de ce travail de mémoire qui termine notre étude Master Professionnel car nous arrivons à mettre à la disponibilité des intéressés un document de référence sur les modes d'intervention en milieu scolaire et au niveau de la communauté. Notre prochaine étape c'est de proposer au Ministère de l'Education Nationale d'intégrer cette éducation RRC au programme scolaire et de mettre en place un plan d'évacuation scolaire dans toutes les écoles à Madagascar.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages :

- ANDRIAMAHEFAZAFY Fano, *cours Evaluation des politiques publiques II*, Formation en Développement Local et Gestion de Projet, Mars 2013
- ANDRIAMALALA M. Fredy, *cours Evaluation de Projet de développement ou des politiques publiques*, Formation en Développement Local et Gestion de Projet, Août 2013
- Centre International d'Etude pour le Développement Local, *Le développement local et territorial : théorie et Pratiques*, Mai 2009
- JAONASY Anivosoa, *cours Gestion axée sur les Résultats*, Formation en Développement Local et Gestion de Projet, février 2013
- Larousse, Petit Larousse 1998, Bordas, 1998
- Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, *Stratégie nationale de développement local Madagascar*, janvier 2016
- RAKOTONIRINA Voahangy, *cours Management de Projet*, Formation en Développement Local et Gestion de Projet, Juin 2013.
- RAMIARAMANANA Jeannot, *cours Dimensions locales du Développement et dynamiques territoriales*, Formation en Développement Local et Gestion de Projet, Octobre 2013.
- RAZAFIARIJAONINA Jules, *cours Développement Local et Aménagement du Territoire*, Formation en Développement Local et Gestion de Projet, Novembre 2013.

Documents spécialisés :

- Croix-Rouge Malagasy, *Stratégie GRC*, slides Formation NDRT, 2015
- Fédération International des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, *Guide de formation à l'EVC : Enseignement en classe et formation*, Genève 2008
- Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, *Handbook for a School-based : Risk Reduction Initiative*, Geneve, 2015
- Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, *Public awareness and public education for disaster risk reduction : key messages*, Genève 2013
- Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, *Sensibilisation et éducation du public à la réduction des risques de catastrophe : un guide*, Genève, 2014

- Manuel du Mouvement International de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, 14ème éd., 2011

Rapports :

- Cabinet d'Etudes HARVEST, Rapport final de l'enquête CAP : Baseline du projet Matrika, Décembre 2016

WEBOGRAPHIE

- <http://croixrougemalagasy.org>
- <http://fr.wikipedia.org>
- <http://preventionweb.net/go/3929>
- <http://unesdoc.unesco.org><http://wikipedia.org>
- <http://www.ciedel.org>
- <http://www.ifrc.org>
- <http://www.unisdr.org>

ANNEXE

ANNEXE 1 : Liste des volontaires communautaires qui ont participé à l'EVC

Nom et prénoms	Volontaires communautaires	Volontaires de la CRM
RAKOTOMANDIMBY Perlin	X	-
RAZANAPARANY Ricardo	X	-
RASOLONIAINA Jean Leonard	X	-
RAMAMBALAHY Désiré	X	-
RAKOTONDRABOA Pathy	X	-
RANDRIANARY Jessica	X	-
ANDRIANIAINA Sitraka	X	X
RAHARI NANTENAINA Mbolatina	X	X
VERONIAINA Elina	X	X
RAKOTONIRINA Nahary	X	-

ANNEXE 2 : Cadre logique du projet Miatrika

Logique d'intervention	Indicateurs	Sources et moyens de vérification	Hypothèses et risques
Objectif global : Contribuer à la réduction des impacts négatifs et à la résilience des communautés vulnérables face aux crises récurrentes et aux chocs			
Objectif spécifique : En collaboration avec les agences gouvernementales, appuyer les capacités des communautés à anticiper, réduire l'impact, répondre, faire face et se remettre des effets des catastrophes, du changement climatique et de la variabilité du climat.	15 écoles sont engagées dans les activités de RRC et de préparation 70% de la population ciblée au niveau communautaire et scolaire, a développé au moins une mesure de préparation à la fin du projet 2 accords de collaboration sont signés avec des agences gouvernementales 1 structure d'intervention d'urgence au niveau régional et 4-5 structures d'intervention d'urgence au niveau des districts sont mises en place: - dans 4 districts de Menabe - dans 1 district de la région Analamanga - dans 2 districts pour chacune des régions suivantes: Vatovavy Fitovinany, Atsinanana, Analanjirofo et Alaotra Mangoro 70% des plans communautaires de contingence et/ou de développement des fokontany/communautés ciblé(e)s sont intégrés dans les plans correspondants et sont appliqués par les structures dirigées par les communautés	Rapport intermédiaire et rapport final Rapport d'enquête VCA, plans d'action des communautés et des écoles, rapport à mi-parcours et rapport d'évaluation final Accords signés : CRM-BNGRC sur la formation, CRM-Météo sur le système d'alerte Rapport de formation BDRT - CBDRT, liste des équipements d'intervention dotés, rapport final Simulation, interviews et questions	Non engagement de l'Etat sur tous les processus de mise en place FGU et de la loi RRC

Résultat 1 : La sensibilisation et l'éducation communautaire sur la réduction des risques de catastrophe sont renforcées grâce aux programmes scolaires de préparation et à la planification d'urgence familiale	15 écoles cibles ont pris des mesures pour améliorer la sécurité et leur préparation 70% d'un échantillon d'enfants sélectionnés parmi les écoles ciblées peuvent identifier les procédures correctes sur la manière de réagir aux alertes précoces concernant des risques imminents dans le quartier, tels que les incendies et les inondations	Rapport d'évaluation finale, rapports d'avancement CRM, plans d'action des écoles Rapport d'évaluation finale, rapports d'avancement CRM	
Résultat 2 : Les cadres nationaux, institutionnels et juridiques pour la RRC sont mis en place et accessibles à tous les niveaux	1 unité multisectorielle pour la réception de l'aide humanitaire dans le pays est créée 1 projet de loi RRC est préparé 3 stations météorologiques sont mises en place Un système communautaire d'alerte précoce est mis en place pour diffuser les alertes météorologiques	Décret d'application adopté Projet de loi Liste des donations, rapport d'activités des Services Météorologiques Rapport final	
Résultat 3 : Les communautés cibles ont renforcé leur capacité à résister et à se remettre des effets des aléas naturels, du changement climatique et de la variabilité du climat sur leur vie	80% des comités appuyés par le projet fonctionnent et mettent en œuvre leur plan d'urgence et leur plan d'action annuel, y compris les activités identifiées dans les évaluations participatives des vulnérabilités et des capacités 60% des communautés ciblées savent décrire les risques liés aux aléas naturels et au changement climatique, et connaissent au moins deux mesures spécifiques de réduction des risques liées à leur vie quotidienne 70% des ménages dans les communautés ciblées de la région Menabe ont accès à une quantité suffisante d'eau potable pour boire, cuisiner et pour l'hygiène personnelle, avant et après une catastrophe naturelle 40% des ménages des communautés ciblées utilisent pour les aliments de base les techniques enseignées et vulgarisées à travers les CEP pour les variétés des semences à cycle court	Rapport d'enquête VCA / CAP Documents de projet, rapports d'évaluation Enquêtes finales dont enquêtes CAP et discussions de groupe, programmes éducatifs et rapports FFS Enquêtes finales dont enquêtes CAP et discussions de groupe Enquêtes finales dont enquêtes CAP et discussions de groupe	

Résultat 4 : CRM a amélioré ses capacités d'intervention d'urgence	<p>Le plan d'urgence national de la CRM, le plan de gestion des catastrophes et les modes opératoires normalisés sont finalisés et utilisés pour des formations au niveau des régions, districts et des communautés</p> <p>3 équipes mixtes CRM/BNGRC sont redynamisées et ont mené au moins 3 formations avant la fin du projet</p> <p>Un stock pré positionné pour 1000 familles est mis en place à Morondava</p> <p>367 membres des équipes d'intervention/de réponse sont formés au niveau national, régional et communautaire</p> <p>4 séances de planification RRC utilisant l'outil BOCA sont réalisées</p>	<p>Rapport des ateliers</p> <p>Rapport des formations conjointes</p> <p>Rapports de stock</p> <p>Rapports de formation CRM</p> <p>Plans d'action des branches</p>	
Résultat 5 : En cas de catastrophe dans les régions Analamanga, Vatovavy Fitovinany, Alaotra Mangoro, Atsinanana ou Analanjirofo, une réponse vitale et multisectorielle d'urgence est mis en place dans les 48 heures	<p>4000 personnes ciblées ont accès à des articles non-alimentaires adaptés à leur culture, et conformes aux spécifications développées par le(s) Cluster(s), si ceux-ci sont activés</p>	<p>Évaluation du nombre des personnes les plus touchées, rapport de distribution NFI</p>	

ANNEXE 3 : Liste des membres du CLS de III G Hangar

CLS	Adresse	Contacts
RALIVARISON Louis Guita	EPP Ambodin'Isotry	033 02 662 38
RAZANARIMANITRA Jacqueline	III G 110 Secteur 5	033 71 186 81
RAKOTONIAINA Jean Pierre	III G 116 Secteur 2	033 06 954 68
RASOLONIAINA Jean Leonard	IIIG 106 Secteur 2	033 06 654 68
RALALA MAHEFASOA Nadia	IIIG 11 Secteur 1	
RAZAFINIRINA Nivo Veromanitra	IIIG 54 Secteur 1	033 14 005 27
RAZAFIMAHEFA Marie Sylvia	IIIG 09 Secteur 1	033 74 289 64
RAHANTAMALALA Modestine	IIIG 139 Secteur 5	033 83 248 64
RALISON Vololoniaina Anne M.C.	IIIG Secteur 5	033 25 179 59
RAKOTONDRAVAO Solotiana B.	IIIG 105 Secteur 2	033 05 160 15
RASOANINDRINA Hanitriniaina	IIIG 106 Secteur 2	033 06 692 90
FENO Marcelline	IIIG 140	033 09 942 10
RAJAONARIMALALA Judith S.	IIIG 139 Bis Secteur 5	033 06 911 79
ANDRIATIAVINA Hatrika Sitraka	IIIG	
RAKOTOMALALA Hanitriniaina	IIIG 106 Secteur 2	

ANNEXE 4 : Modèle d'un Plan de Contingence Familial (PCF)

- Nom du Fokontany : Secteur : Lot/Plle/N° :
- Nom de la famille :
- Téléphone de la famille :

<ul style="list-style-type: none"> • Personne solidaire : • Adresse : • Contact : 	<ul style="list-style-type: none"> • Volontaire de la Croix-Rouge Malagasy : • Adresse : • Contact :
<ul style="list-style-type: none"> • Le point focal : • Adresse : • Contact : 	<ul style="list-style-type: none"> • Nom Membre CLS : • Adresse : • Contact :
<ul style="list-style-type: none"> • Nom du Chef secteur : • Adresse : • Contact : 	<ul style="list-style-type: none"> • Nom du Chef Fokontany : • Adresse : • Contact :

PREMIERS SECOURS

4 étapes : 1 : PROTECTION ; 2 : BILAN ; 3 : ALERTE ; 4 : SECOURS	Brûlure : Refroidissement des brûlures avec de l'eau froide pendant 15 minutes
Plaie simple : • Lavage des mains (soigneur) • Rinçage de la blessure à l'eau claire	Hémorragie : • Lavage des mains et protection (soigneur) • Pression manuelle ou pansement compressif • Compression de la narine qui saigne avec le doigt pendant 10 minutes
Etouffement simple : • Une simple demande à la victime de continuer à tousser	Etouffement grave : • Claquement dans le dos 5 fois • Compression abdominale : 5 fois
Malaise : • Interrogation de la victime • Mise en place de la victime au repos (allongé, demi-assise, ...)	Autres cas graves : • Alerte • Chez le médecin ou CSB ou hôpital
N° Sapeur-pompier : 118	N° médecin ou service de santé (plus proche) • CSB / Hôpital : • Médecin / : • Sage-femme :

• LES MEMBRES DE LA FAMILLE

Homme	Age	Femme	Age	Enfant	Age

CYCLONE / INONDATION : Que faire ? Qui ? Quand ?

Les différents comportements	Par qui ?	Quand ?
1.		Code couleur verte ou avis d'avertissement
2.		
3.		
4.		
5.		Code couleur jaune ou avis de menace
6.		
7.		
8.		
9.		Code couleur rouge ou avis de danger imminent
10.		
11.		
12.		
13.		Code couleur bleue ou avis de vigilance
14.		
15.		
16.		

INCENDIE : Que faire ? Qui ? Quand ?

Les différents comportements	Par qui ?	Quand ?
1.		Prévention (Avant)
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		
9.		Mesures à prendre pendant l'incendie
10.		
11.		
12.		
13.		
14.		
15.		
16.		Après l'incendie
17.		
18.		
19.		
20.		

ANNEXE 5 : Approche méthodologique RRC dans les écoles

Ce document doit être considéré comme un guide et de ce fait doit être adapté aux différents contextes d'intervention. Le déroulé des étapes qui est présenté dans ce document ne convient peut être pas à tous les contextes.

1. Les étapes préalables à la réalisation d'un plan d'évacuation en milieu scolaire :

Etape 1 : Identifier les écoles qui bénéficieront du projet en collaboration avec les institutions concernées (MEN, DREN, CISCO, ZAP).

Etape 2 : Se préparer à la mise en œuvre des activités (interne CRM).

Etape 2A : préparation des outils et matériels de formation, sensibilisation, etc.

Etape 2B : formation ou recyclage du personnel de la CRM (GRC, WASH, IPS pour les superviseurs et les sensibilisateurs, soutien psychosocial pour les BDRT et NDRT), partage d'expériences et de bonnes pratiques entre projets.

Etape 3 : Réunion avec le directeur de l'école.

Objectif de l'étape : Présentation du projet et de ses activités afin de bénéficier de l'accord du Directeur de l'école pour que la CRM intervienne dans son établissement (validation de la coopération, coordination des activités, se renseigner sur les autres intervenants pour assurer une synergie des activités réalisées au sein de l'école, définir les plages horaire d'intervention et du mode d'implication du directeur et les enseignants).

Etape 4 : Réunion avec les enseignants.

Objectif de l'étape : organisation de la mise en œuvre des activités, planification des formations et des sensibilisations qui seront réalisées. Discuter et valider le type d'implication des enseignants

Etape 5 : Réunion d'information et de concertation avec FEFFI (Farimbon'Ezaka amin'ny Fampanandrosoana ny Fanabeazana eny Ifotony).

Objectif de l'étape : présentation du projet et de ses activités. Insister sur le rôle essentiel de FEFFI en termes de coordination entre école et les autorités.

Etape 6 : Participer à une réunion avec les parents d'élève de toute l'école.

Objectif de l'étape : Présentation projet (objectifs et bailleurs) et de ses activités (définir leurs participation, rôle et implication).

-Etape 7 (Optionnelle) : Participer à une réunion avec les parents d'élève de la classe ou les classes ciblées (Exemple 8^{ème} pour III G Hangar).

Objectif de l'étape :

- Présentation du projet et de ses activités ;
- Présentation des activités dont leurs enfants seront bénéficiaires :
 - en GRC
 - Wash
 - Initiation au 1er secours ;
- Présentation des activités dont ils seront bénéficiaires :
 - Initiation premiers secours aux adultes
- Présentation des objectifs des visites qui seront réalisées à domicile sur :
 - Sensibilisation GRC et WASH
 - La mise en place du plan de contingence familial

Etape 8 : Etablissement d'un accord de partenariat entre le Ministère de l'éducation et le département GRC de la CRM.

Objectif de l'étape : rendre officielle la coopération entre la CRM et le ministère de l'éducation.

Etape 9 : Etablissement d'un sous accord entre la CRM et l'école

Objectif de l'étape : Rendre officielle la coopération entre l'école et les autorités locales CRM.
(Signataire : chef d'antenne du projet ou le coordonnateur régional de la CRM)

Etape 10 : Mise en place/redynamisation des commissions GRC.

Objectif de l'étape : Définition des rôles et attributions de chaque membre de la commission et la commission, de la gestion et fonctionnement du comité (fréquence des réunions, méthodologie de travail, enregistrement des informations (PV, etc.)) et identification de leurs besoins en formation/renforcement de capacité ; appui à l'élaboration du plan d'action).

Etape 11 : Formation des comités GRC en fonction des besoins identifiés.

Objectif de l'étape : Rappel et homogénéisation des connaissances.

Etape 12 : Formation des enseignants au manuel du MEN sur les trois (3) aléas : cyclone, inondation et incendie et également aux innovations apportées par la CRM (le Plan d'évacuation scolaire et l'IPS)

Objectif de l'étape : rappel et homogénéisation des connaissances sur les 3 modules.

Etape 13 : Formation des enseignants et du (de la) directeur (trice) en Premiers Secours de Base.

Objectif de l'étape : Acquisition des bons gestes en termes de Premiers Secours afin d'intervenir de manière adaptée au sein de l'école.

Etape 14 : Formation des enseignants et directeur (trice) en soutien psychosocial (premiers secours) et en protection des enfants en période d'urgence.

Objectif de l'étape : Acquisition des bonnes pratiques afin d'intervenir de manière adaptée auprès des enfants en souffrance.

-Etape 15 : Sensibiliser les élèves au manuel du MEN (risques naturels et code couleur) lequel intègre les innovations apportées par la CRM.

Objectif de l'étape : S'assurer que toutes les personnes présentes dans l'école ont une compréhension homogène des risques auxquels ils sont exposés.

2. Méthodologie pour réaliser un plan d'évacuation scolaire.

Etape 16 : Cartographie des Fokontany ou zones d'intervention.

Objectif de l'étape : Identifier les espaces à risques, les zones d'évacuations, les lieux de résidence des élèves, la ou les zones d'abris officiel...

Etape 17 : Mise à jour des lieux de résidence des élèves (activité à réaliser avec le Directeur et les professeurs).

Objectif de l'étape : Réaliser un tableau qui mentionne le lieu de résidence de chaque élève.

Etape 18 : Faire un regroupement par zone (division des Fokontany dans lesquels vivent les élèves) et en fonction du nombre d'élève présents dans chaque zone définir le nombre de point focaux (+/- 15 enfants par point focal).

Objectif de l'étape : Les différentes zones sont définies, ainsi que le nombre de points focaux et le nombre d'enfants vivant dans chaque zone.

Etape 19 : Identification des points de ralliement avec les comités locaux de secours et validation auprès des autorités locales (notamment la commune).

Objectif de l'étape : S'assurer que les lieux de ralliements sont sûrs.

Etape 20 : Identification des sites abris avec le démembrement du BNGRC (si existe) ou avec les comités locaux ou avec chefs villageois.

Objectif de l'étape : S'assurer que les abris officiels ont été identifiés et qu'ils ont été valides par les autorités.

Etape 21 : participer à une réunion avec FEFFI pour présenter les résultats de l'étape 18 et demander qui est d'accord point être point focal.

Objectif de l'étape : Valider les points focaux.

Etape 22 : Préparer l'activité sur le plan d'urgence scolaire avec le directeur, les professeurs et les points focaux.

Objectif de l'étape : Définir comment va se dérouler l'activité avec les enfants. Cette dernière devrait se dérouler en deux étapes.

Etape A : Dans une même classe chaque lettre attribuée à chaque zone est indiqué dans la classe. Les professeurs vont indiquer à chaque enfant à quelle zone il appartient, il devra se déplacer et se positionner sous la lettre qui identifie sa zone. Une fois que chaque enfant dans chaque classe sera regroupé par zone il sera demandé aux enfants de sortir.

Etape B : Réaliser le même exercice dans la cours. Les instituteurs auront préalablement positionnés sur différents secteurs de l'école les mêmes lettres qui étaient indiqués sur les murs des différentes classes.

Ainsi chaque groupe d'enfant constituant la totalité des zones définies dans le FKT sera composée.

Etape 23 : Présenter l'activité aux enfants (mise en place de mécanismes de réponse)

Mettre à exécution la méthodologie évoquée dans l'**Etape 22** (présenter le plan d'évacuation).

Objectif de l'étape : Chaque enfant doit savoir quelle est la lettre qui constitue sa zone d'évacuation ainsi que son point focal qui l'encadrera dans le cadre de son évacuation.

Etape 24 : réaliser une simulation d'évacuation avec les enfants (seulement regroupement dans la cours de l'école) par zone.

Remarque : Garder en tête que la cours ne pourra pas être utilisée s'il fait mauvais temps ainsi il est peut être préférable de remplacer la cours par les salles de classe pour réaliser la répartition des enfants par zone même si cela est moins pratique.

Objectif de l'étape : s'assurer que les enfants ont bien compris à quelle zone ils appartiennent.

Etape 25 : Réaliser une simulation d'évacuation avec les enfants, les points focaux de l'école aux zones de ralliement puis aux maisons ou zones abris.

Objectif de l'étape : S'assurer que la méthodologie a bien été comprise, que les enfants et les points focaux savent quand évacuer et ou se déplacer pour être en sécurité.

3. Etapes complémentaires :

Etape 26 : Définir le matériel à acheter pour composer le SAP (téléphone pour point focaux et directeur) et autres matériels tels que des mégaphones, sirènes et drapeaux (sifflets déjà présents dans les écoles).

Objectif de l'étape : renforcer les mécanismes d'alerte et s'assurer que les moyens seront suffisants pour informer les habitants du Fokontany.

Etape 27 : Définir le protocole du SAP (qui fait quoi et quand – définition des responsabilités) et plus généralement le plan d'évacuations de l'école intégré au FKT: Qui donne l'alerte au Directeur de l'école, quand il envoie un SMS d'alerte aux points focaux et lance l'évacuation des enfants.

Objectif de l'étape : S'assurer que les protocoles d'alerte sont clairs et que cette information est diffusée notamment pour les personnes qui sont responsables. S'assurer que les populations connaisse la signification du SAP (quand évacuer/en fonction de quel son).

Etape 28 : Plan de contingence familial.

Objectif de l'étape : Aider chaque famille dont les élèves vont à l'école ciblée par le projet de se préparer au risque de cyclone et de savoir comment réagir pour se protéger.

Etape 29 : Plan de contingence villageois/Fokontany.

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENT	i
LISTE DES ABREVIATIONS.....	ii
LISTE DES TABLEAUX	iii
LISTE DES FIGURES.....	iii
LISTE DES GRAPHIQUES.....	iii
LISTE DES ANNEXES	iii
SOMMAIRE.....	iv
INTRODUCTION	1
PARTIE I : Cadre de l'étude.....	3
Chapitre 1 : Le monde de la Croix-Rouge	3
Section 1 : Mission et principes	3
1.1 Mission	3
1.2 Principes	3
1.2.1 Humanité	3
1.2.2 Impartialité.....	4
1.2.3 Neutralité	4
1.2.4 Indépendance	4
1.2.5 Volontariat	4
1.2.6 Unité	4
1.2.7 Universalité.....	5
Section 2 : Le Mouvement International de la Croix-Rouge (MICR).....	5
2.1 Les Sociétés Nationales de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge	5
2.1.1 Définition.....	5
2.1.2 Rôle.....	5
2.2 Le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) ou le Comité International ...	5
2.2.1 Définition.....	5
2.2.2 Rôle.....	6
2.3 La Fédération Internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge (FICR) ou la Fédération	6
2.3.1 Définition.....	6
2.3.2 Rôle.....	6
Section 3 : La CRM et son domaine GRC	7
3.1 Historique : quelques dates références	7
3.2 Structure de la CRM	7
3.2.1 Gouvernance	7
3.2.2 Management	8
3.3 La GRC de la CRM	8
3.3.1 Le département GRC et son équipe	8
3.3.2 Objectif.....	8
3.3.3 Les domaines d'intervention clés en situation d'urgence.....	9

Chapitre 2 : Projet Miatrika et ses bénéficiaires.....	11
Section 1 : Le Projet Miatrika.....	11
1.3 Les objectifs du projet	13
1.4 Les résultats attendus :.....	13
1.5 Montant du financement.....	14
Section 2 : Le Fokontany Antohomadinika III G Hangar	14
2.1 Localisation	14
2.2 Caractéristique du fokontany.....	15
2.3 La population.....	15
2.3.1 Moyens de subsistance	15
2.3.2 Statistique	15
Section 3 : L'EPP III G Hangar.....	18
3.1 Localisation	18
3.2 Historique de l'école.....	18
3.3 Statistique	19
3.4 Les élèves cibles de l'éducation RRC au sein de l'EPP	19
PARTIE II : Implication des acteurs locaux lors de la mise en œuvre du projet	21
Chapitre 1 : Etude d'Evaluation des Vulnérabilités et Capacités	21
Section 1 : Evaluation des Vulnérabilités et Capacités (EVC).....	21
1.1 Définition.....	21
1.2 Rôle de l'EVC	22
Section 2 : La réalisation de l'étude EVC au III G Hangar	22
2.1 La sélection de l'équipe.....	22
2.2 La conduite de l'étude	23
Section 3 : Résultat de l'étude et problème rencontrés.....	23
3.1 Résultat de l'étude EVC dans le Fokontany III G Hangar	23
3.2 Les problèmes rencontrés liés à l'implication des acteurs locaux.....	24
Chapitre 2 : Intervention en milieu scolaire et au sein de la communauté.....	26
Section 1 : L'éducation RRC en milieu scolaire	26
1.1 Les différentes thématiques	26
1.1.1 Cyclone	26
1.1.2 Inondation.....	26
1.1.3 Incendie	27
1.1.4 Peste.....	27
1.1.5 WASH	27
1.1.6 IPS : Initiation aux Premiers Secours aux enfants.....	27
1.1.7 La formation Premiers Secours de Base (PSB) des enseignants	28
1.2 Les différentes méthodes d'apprentissage.....	28
1.2.1 Histoire	28
1.2.2 Chants/ Danses	28
1.2.3 Récitations/ Poème	29
1.2.4 Présentation image/ Concours dessin	29
1.2.5 Projection des séquences vidéo, spot ou film d'animation.....	29

1.2.6	Saynète	30
Section 2 :	Mise en place d'un plan d'évacuation école	30
2.1	Définition d'un plan d'évacuation école	30
2.2	La mise en place du plan d'évacuation scolaire	31
Section 3 :	La planification d'urgence familiale	32
3.1	Définition d'un Plan de Contingence Familial (PCF)	32
3.2	La mise en place du plan d'urgence familiale	32
Chapitre 3 :	Suggestions et recommandations	35
Section 1 :	Mobilisation après une étude EVC ou un autre type de diagnostic.....	35
1.1	Mise en place et/ou dynamisation du comité de l'étude.....	35
1.2	Restitution du résultat de l'étude EVC auprès de la communauté	36
1.3	Mise en œuvre de la planification.....	36
Section 2 :	La consultation des acteurs.....	37
2.1	Consultation des acteurs en éducation.....	37
2.2	Consultation du BNGRC et ses démembrement	38
2.3	Consultation des autres Ministères concernés et partenaires.....	38
2.4	Consultation des bénéficiaires surtout sur les choix des dotations.....	39
Section 3 :	La conscientisation des acteurs	39
3.1	Conscientisation de l'autorité locale.....	39
3.2	Conscientisation des acteurs de l'école	40
3.3	Conscientisation des parents des élèves	40
3.4	Conscientisation des élèves	40
Section 4 :	Renforcement de capacité des acteurs locaux.....	41
4.1	Renforcement de capacité sur une étude EVC ciblée.....	41
4.2	Renforcement de capacité sur la GRC.....	41
CONCLUSION	43
BIBLIOGRAPHIE	I
WEBOGRAPHIE	II
ANNEXE.....	III
TABLE DES MATIERES	XVI

Nom et prénoms : RAMANANJANAHARY Lantonirina Yvon

Titre : Projet Miatrika en milieu scolaire :

La participation des acteurs locaux d'Antohomadinika III G Hangar

Nombre de pages : 44 Tableaux : 07 Figures : 02

Graphiques : 02 Annexes : 05

Contact : 034 12 706 36 Email : lantoyvon@gmail.com



RESUME

La Croix-Rouge Malagasy est reconnue comme société de secours volontaires, auxiliaire de pouvoirs publics depuis 1963. Elle est devenue un acteur incontournable dans le domaine de Gestion des Risques et des Catastrophes. Elle met en œuvre des projets de réduction des risques des catastrophes dont l'objectif est de renforcer la résilience communautaire. En mettant une relation entre le développement local et un projet RRC de la Croix-Rouge Malagasy, le thème choisi est : « Projet Miatrika en milieu scolaire : La participation des acteurs locaux d'Antohomadinika III G Hangar. »

Lors de l'analyse des interventions de ce projet en milieu scolaire, le niveau d'implication des acteurs locaux sont très faible. L'équipe du projet impose les décisions. Des activités rencontrent des difficultés lors de leurs mises en œuvre et ne sont pas significatives à l'égard des bénéficiaires. Ces derniers contentent seulement des avantages apportés par le projet mais il n'y a pas appropriation des activités. La pérennisation sera impossible dans ce sens. Des solutions sont suggérées dans ce travail. En un seul mot, il s'agit d'une adaptation du mode d'intervention, une nécessité de conscientisation des acteurs sur le pourquoi de l'intervention et un renforcement de leur capacité.

Mots clés : acteurs, appartenance, comité, participation, pérennisation, projet et territoire.

ABSTRACT

Since 1963, the Malagasy Red Cross is recognized as a society of a voluntary relief movement, auxiliary in the humanitarian services of the government. She became the most powerful actor in the Disaster Risk Management. She realize too Disaster Risk Reduction (DRR) project of which the purpose is increasing community's resilience. While putting a relation between local development and this RRC project, we chose as theme: "Miatrika Project in school: The involvement of the local actors of Antohomadinika III G Hangar."

By our analysis of the interventions of Miatrika project in school, the actors are not very implied. The decisions are top down. Some activities know some difficulties and seem meaningless sometimes for them. They have just satisfied by the advantages that this project brought but there is not an appropriation of the activities. The perpetuation will be impossible. Some solutions are suggested in this document. These are the necessity to adapt the methods we used according to the circumstances, to orientate the conscience of the actors on the reason of the project's intervention and to reinforce the local actors' capacity.

Key words: actors, adherence, committee, involvement, perpetuation, project and territory.

Encadreur : Docteur JAONASY Anivosoa